

T2137-598-8,00 F

DOSSIER TIERS MONDE

le monde



ISSN 0026-9433

Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°598 JEUDI 19 DÉCEMBRE 1985 8,00 F

ET POURQUOI PAS EMPEREUR !



BELGIQUE

Quand sécurité rime avec répression.
Deux anarchistes emprisonnés !
PAGE 9

FLEXIBILITÉ

Le Parti communiste retrouve ses manches et monte en première ligne.
PAGE 12

ARMÉE-CULTURE

Retour du civisme !
La militarisation de la société va bon train.
PAGE 6

F°P. 2520

communiqués débats

• HAUTE-GARONNE
La liaison Nord Haute-Garonne « La colonne de fer » appelle tous les sympathisants et militants libertaires à prendre contact avec elle pour accroître l'audience du mouvement anarchiste entre Toulouse et Montauban. Ecrire aux relations intérieures qui transmettront.

• NICE/COTE-D'AZUR
La liaison Nice/Cote-d'Azur rappelle qu'elle se tient à la disposition de tous pour renforcer l'audience libertaire sur la région. Pour lui écrire ou bien encore acheter le « Monde libertaire » : librairie Le Temps de vivre, 50, boulevard de la Madeleine, 06000 Nice-Magnan.

• ARGENTEUIL
Le groupe Kropotkine tient permanence tous les 2^e et 4^e samedi du mois, de 15 h à 18 h 30, au local : 32, rue Ary-Sheffer, 95100 Argenteuil.

• TARN
La liaison du Tarn reprend ses ventes du « Monde libertaire » tous les samedis, de 10 h à 12 h, au marché couvert d'Albi.

• RAMBOUILLET
Le groupe Georges-Brassens vient de se constituer sur Rambouillet et sa région. Toutes les personnes intéressées sont invitées à prendre contact avec les relations intérieures qui transmettront.

• NORD/PAS-DE-CALAIS
A l'initiative des groupes et liaisons de Lille, Douai, Dunkerque et Boulogne, des militants de la Fédération anarchiste se sont réunis en assemblée générale dimanche 7 novembre à Lille.

Outre l'analyse de la situation sociale, économique et politique, il a été décidé la création d'une union régionale de la F.A. Afin de promouvoir une alternative anticapitaliste et anti-autoritaire dans le Nord et le Pas-de-Calais. L'union régionale s'est fixée quatre objectifs : coordonner l'action des groupes et liaisons existants ; participer à l'élaboration d'un projet d'organisation libertaire de la société ; rassembler périodiquement les sympathisants à travers des réunions d'information et de réflexion ; favoriser l'implantation de la Fédération anarchiste et de son journal « Le Monde libertaire » là où ils n'existent pas. D'autre part, l'union régionale exprimera le point de vue et les propositions anarchistes à l'occasion des prochaines élections législatives par le biais d'une série de meetings dans le Nord/Pas-de-Calais.

Pour tout contact avec les groupes et liaisons de Lille, Douai, Dunkerque et Boulogne, écrire aux relations intérieures qui transmettront.

• POITIERS
Le groupe Berkman rappelle qu'il anime tous les mercredis, de 13 h à 14 h, l'émission « Cactus » sur Forum-90. D'autre part, le groupe a annulé ses permanences à la Maison du Puits-de-la-Caille ; celle-ci auront, temporairement, lieu durant la tenue de la table de presse tous les dimanches, de 10 h à 12 h 30, au marché de la Z.U.P.

• LE HAVRE
Le groupe Jules-Durand organise une vente à la criée chaque dimanche matin sur le marché d'Harfleur. Vous pouvez donc y contacter ses adhérents. Un dépôt du « Monde libertaire » est assuré chaque semaine à la librairie La Galerie, espace Oscar-Niemeyer, Le Havre.

• PARIS
Le groupe de Paris-15^e organise une réunion-débat sur le thème « Les élections sont une farce ! » le jeudi 19 décembre, à 20 h, salle du patronage laïc, 72, avenue Félix-Faure, Paris 15^e.

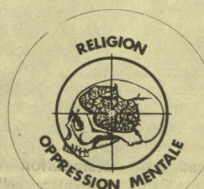
• MONTLUÇON
Le groupe de Moulins organise un meeting sur le thème « Le vote est une délégation de pouvoir ! Que vous restez-il ? » le vendredi 20 décembre, à 20 h 30, salle Robert-Lebourg, rue de la Presse, à Montluçon.

éditions

• BADGES
Le groupe Région toulonnaise diffuse des badges (5 F pièce, 4 F à partir de 10 ex.) représentant un « A cerclé », un drapeau noir, Makhno, un symbole anarcho-syndicaliste, et une broche (10 F pièce, 7 F à partir de 10 ex.) figurant deux mains brisant un fusil. Prévoir une majoration de 10% en sus pour les frais de port (chèques à l'ordre de Bruno Nappi). Commandes à adresser : C.E.C.L., Immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

• BADGES
Le groupe Sacco-Vanzetti vient d'éditer deux badges (diamètre 38 mm). L'un à propos de la religion (fond violet), et l'autre sur la course aux armements (fond jaune).

Ces deux badges sont disponibles à la librairie du Monde libertaire au prix de 6 F. Pour diffusion, vous pouvez contacter le groupe (1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles).



liste des groupes f.a.

PROVINCE
• **GROUPES**
Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente maritime : Marennnes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (deux groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Puy-de-Dôme : Le Puy — Haute-Saône : Gray — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• **LIAISONS**
Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieux — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Rouet — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Quimper — Hérault : Montpellier — Ile-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Lot : liaison du Lot — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Pas-de-Calais : Dunkerque — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Châtelleraut — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

RÉGION PARISIENNE
• **GROUPES**
Paris : quatorze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue — Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse, Corbeil — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes.

• **LIAISONS**
Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun.
LIAISONS PROFESSIONNELLES
O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : 805.34.08

liste des permanences des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE
PARIS
Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.
Groupe « Varlin », Paris 15^e : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30 au métro Convention.
Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.
Groupe « Voline », Paris 20^e : permanences les jeudis, de 18 h 30 à 19 h 30, au métro Belleville et/ou Pyrénées ; et au local du groupe, à partir de 21 h, au 26, rue Piat, Paris 20^e (dans la cour, 2^e porte à gauche).
BANLIEUE
Seine-et-Marne
Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.
Hauts-de-Seine
Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.
Val-d'Oise
Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis du mois, de 15 h à 18 h 30, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.
Val-de-Marne
Groupe Villejuif-Vitry : permanences tous les 1^{er} et 3^e dimanches de chaque mois, de 15 h à 17 h, à la salle Gérard-Philippe, 2, rue Louise-Aglia-Cretté, Vitry.

PROVINCE
• **AINSE**
Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.
• **ARDECHE**
Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
• **BOUCHES-DU-RHÔNE**
Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).
• **CHARENTES-MARITIMES**
Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue de la Touche Tréville, 17300 Rochefort.
• **CÔTES-DU-NORD**
Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».
• **FINISTÈRE**
Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.
• **GARD**
Groupe du Gard : permanences les premiers et troisièmes mercredis de chaque mois, de 17 h à 19 h à l'A.G.D.I.R., 16, rue des Orangers, 30000 Nîmes.
• **HAUTE-GARONNE**
Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.
• **GIRONDE**
Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — **PAGE 3 :** Editorial, Les coups d'éclats du président. Je t'aime nous non plus — **PAGE 4 :** En Bref, C.G.T. Renault-Douai, Une marche de plus ? — **PAGE 5 :** Dormez... mais seuls !, Bons juges et bons militaires ?, Jean-Pierre Mouille — **PAGE 6 :** Le festival « Cinéma et histoire », Pitois ça va ? — **PAGE 7 :** Interview de François Partant — **PAGE 8 :** Intervention américaine au San Salvador, Afrique du Sud : les origines de l'apartheid — **PAGE 9 :** Belgique : deux anarchistes emprisonnés — **PAGE 10 :** Rencontre avec le roman noir — **PAGE 11 :** Programme de Radio-Libertaire, Notes de lecture, Exposition — **PAGE 12 :** Nationalisations et dénationalisations, La flexibilité selon le P.C.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli, fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETTIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

Les coups d'éclats permanents du président

Le président va au charbon, monte au créneau. Après Europe 1, où selon les conseillers de l'Élysée il avait été aussi naturel que la mère Denis, le voici de nouveau, ce dimanche, branché sur T.F.1 où Mourousi avait ce jour-là — mais pourquoi donc ? — oublié ses lunettes noires...

« J'ai envie de dire ce que je pense », avait-il expliqué à Elkabbach après avoir souligné le caractère « incommunicable » de ses décisions. C'est ce besoin pressant de communiquer l'incommunicable qui lui a donné l'envie de bisser devant les caméras.

Nous devons lui rendre cette justice : l'homme est d'une redoutable habileté. Personnage florentin, disent ceux qui n'osent pas le qualifier carrément de machiavélique. Il désarçonne ses ennemis aussi bien que ses amis — mais en a-t-il beaucoup d'amis ? On peut s'attendre à tout de ce natif de Jarnac. C'est le coup d'éclat, mode de gouvernement. Mauroy et Savary s'en souviennent. La droite et la gauche s'en sont aperçu avec la cinquième chaîne, gros pavé dans les ondes troubles. Et le coup de Jaruzelski. Décision en solitaire, a précisé le président, et « la décision c'est comme une pointe de diamant, c'est inaltérable ». On ne peut être plus tranchant et c'est ce qui a blessé Fabius. Ce bon jeune homme n'avait pas été troublé, pourtant, par la visite de Gorbatchev, patron de Jaruzelski. Et pas davantage d'ailleurs par celle de Hassan II. Le « saigneur » de Rabat serait-il plus présentable que le géolier de Varsovie ? Et puis où la morale pourrait-elle se nichier

dans les rapports entre Etats, entreprises de brigandage par définition ? Bien que jeune singe inexpérimenté, Fabius sait cela, bien sûr, mais il pense à son avenir, à l'après-Tonton, et il peaufine son image de défenseur des droits de l'homme...

Le président conduit donc la France « vers ce qu'il croit bon pour elle », nous explique le Monde. La constitution lui donne des prérogatives qu'il défendra toutes griffes dehors, il l'a dit : « Tant que je suis là, il n'y a pas de retour à la IV^e République ou de création d'une VI^e. » Et pourtant l'avait-il vouée aux gémonies cette constitution qu'il n'avait pas voté, dénonçant le « coup d'Etat permanent ». Aujourd'hui, il se régale des droits régaliens qu'elle lui confère. Il s'est glissé — avec quelle aisance ! — dans l'habit taillé sur mesure pour le général. Feu Pompidou n'avait pas la prestance et Giscard, petit marquis à la cafetière aussi légère que déplumée, flottait dans ce costume bien trop ample pour lui...

Mitterrand, c'est l'Autorité incarnée, drapée dans le solennel. Regard noir, faciès impénétrable. Impassibilité lugubre de la raison d'Etat. Mais derrière le masque on peut imaginer l'immense orgueil. L'intense jubilation aussi d'être parvenu au sommet.

Il prévient : « Vous ne me verrez jamais m'enfermer dans une forteresse » et il ne se laissera pas, non plus, enfermer par les autres. Sa façon désinvolte de procéder dans l'affaire Jaruzelski a valeur d'avertissement à l'adresse des éventuels cohabitants. Qu'on se le dise !

Le monarque perçait déjà, en mai 1981, sous l'homme solitaire, une rose à la main, au Panthéon. Mais il ne faut pas s'y tromper, la majesté du personnage ne doit pas nous leurrer : le président décide, certes, mais seulement... de ce qu'il peut décider. C'est-à-dire sans sortir du domaine soigneusement balisé des intérêts supérieurs de la classe dominante. Son boulot, c'est gérer l'Etat qu'on lui a confié. Il est payé pour cela. Et il le reconnaît : « la preuve est faite que la gauche sait gérer, qu'elle gère bien ». Nous nous en étions déjà aperçu !

Tout le reste n'est question de style, de tempérament, d'orgueil satisfait ou de rancunes tenaces, de petits règlements de compte par ci, de gros cadeaux aux amis par là...

Et le Parti socialiste, dans tout ça ! Il y pense, il y pense le président. Il souhaite même qu'il gagne les élections. C'est bien la moindre des choses, il lui a tellement servi ce parti. Et il peut lui servir encore. Imaginez, on ne sait jamais, qu'il veuille repiquer à l'Élysée, en 1988...

Ces élections, il les considère, finalement, avec beaucoup de sérénité et un grand détachement. Elles ne mettent pas plus en cause le président de la République, a-t-il expliqué, que la désignation d'un conseiller général ou celle d'un président de syndicat intercommunal d'électricité. C'est dire !

A part ça les députés socialistes, un peu inquiets tout de même, ont exprimé leur indéfectible attachement au président. Ils ont besoin d'un père, d'un chef, ces pauvres petits !

SÉBASTIEN BASSON

Editorial

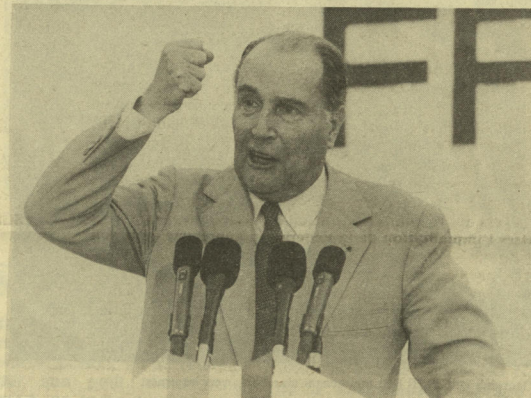
PARAÎT que ça bouillonne dur rue de Bièvre : Tonton veut de la communication tout azimut. Pas étonnant que les bruits les plus loufoques courent : à quand François Mitterrand en direct sur le réseau Minitel ? Mars 1986 approche et en cette fin d'année le président se hisse en première ligne pour attirer sur lui l'attention des médias avant la trêve des confiseurs. Mais sur lui ou sur le gouvernement, ou sur le Parti socialiste ?

La gauche s'accommode en fait très bien de la constitution aménagée par et pour le général de Gaulle. Porté au pouvoir par des illusions de politique sociale, Mitterrand consolide son pouvoir personnel en utilisant au mieux les rivalités des Rocard, Joxe et Fabius.

Question provocatrice : en recevant le général Jaruzelski, Mitterrand croyait-il que la direction du Parti communiste intimait l'ordre à Krasucki de calmer l'agitation cégétiste ? Peut-être voulait-il montrer à la partie de l'opinion qui penche en faveur de la « cohabitation » qu'il pouvait faire aussi bien que le diamantaire ?

La question restera sans réponse car le président Mitterrand n'est plus de ce monde, il est quelque part regardant la France éternelle dans les yeux, et ce qu'il fait est bien pour elle, donc pour nous !

La guerre d'Algérie était-elle bonne pour la France ? Les records de ventes d'armes à l'étranger le sont-ils ? Qu'importe à François Mitterrand, son seul but, son ambition secrète doit être à sa mort de reposer en impériale compagnie aux Invalides !



Un coup d'éclat permanent.

Je t'aime, nous non plus !

NOUS savions bien, et depuis déjà pas mal de temps, que le sieur Mitterrand, ci-devant président de la République française, n'était en réalité qu'un vieux cheval de retour. Pas moderne pour un sou, le quidam. Ses discours de jésuite, toujours à tourner autour du pot tout en restant dans des généralités sans intérêt, lui ont permis de vivre toute une vie politique à la recherche de n'importe quel pouvoir. En 1981, il est enfin parvenu à entrer dans l'Histoire de France et dans la postérité. C'est bien connu, les hommes politiques visent à l'immortalité. Diable !

Le voilà donc arrivé, et cela fera en mars 1986, date du prochain piège à cons, à peu près cinq ans d'exercice à ce qu'il est convenu d'appeler la gestion des affaires de l'Etat. Il a su s'entourer de jeunes loups, flattés par l'amitié de cet homme qu'ils ont pris pour un modèle du socialisme, mais dont ils ont feint d'ignorer quel

chemin réel il avait jusqu'alors emprunté. On ne reviendra pas là-dessus. Les charognards de la droite et de l'extrême droite s'en sont déjà occupés et si c'est complètement leur jeu, ce n'est vraiment pas le nôtre.

C'est dans l'épreuve qu'on juge les amis. La prochaine arrive et déjà les louveteaux se démarquent.

Mitterrand va pactiser avec la droite. C'est un fait acquis, à commencer pour les habitués de la rue Solférino, siège du Parti socialiste. Il aurait bien eu le choix de se retirer, mais l'histoire lui commande de rester. Il va donc très vraisemblablement user ses dernières cartes et se discréditer définitivement aux yeux de l'opinion publique, chef d'un Etat et d'un gouvernement que son propre parti combattrait à tour de bras.

S'il a reçu Jaruzelski, ce n'est nullement comme il le prétend pour renouer, au profit du peuple polonais, un dialo-

gue interrompu pour cause de fascisme. C'est pour rappeler à qui veut bien le comprendre que ce genre de décisions peut être pris par lui seul. Ce qui était destiné à ses futurs complices a été pris pour lui-même par le jeune Fabius, qui a fait son caprice à l'Assemblée nationale.

S'il a décidé seul de la cinquième chaîne de télévision, c'est pour montrer qu'il en avait le pouvoir. Lang a également fait son caprice en déclarant, qu'à son avis, il faudrait renégocier le cahier des charges de la chaîne Berlusconi.

Ce sont bien là des caprices, en effet. Il y a seulement quelques mois de cela, ils n'auraient pas pipé mot. Ils auraient même appuyé et applaudi chaleureusement.

Seulement le vieux chef, dont Fabius, hypocrite de première, déclare qu'il est la troisième figure du socialisme après Jaurès et Blum, va finir sa carrière dans des conditions qui ne seront plus sus-

ceptibles de leur servir de modèle. Pour eux, il faut songer à l'avenir. Ils ont la même ambition de pouvoir que Mitterrand il y a quarante ans, et ils doivent maintenant jouer leurs cartes personnelles. Le meilleur moyen étant de tenter de se donner une image de socialistes purs et durs.

Au fond, de tout cela Mitterrand s'en moque plutôt. On peut même se demander s'il ne s'en amuse pas. En effet, politicien professionnel comme personne, rien d'autre ne l'a jamais intéressé que son jeu personnel. Son entrée dans la grande galerie des immortels de l'histoire, c'est lui-même qui la confectionne. Le vieux loup déclare à qui veut bien l'entendre qu'il sera celui qui aura démontré que l'alternance était possible, et mieux la cohabitation.

C'est pour mieux le prouver encore que, murmure-t-on dans les milieux de la magouille politique, Mitterrand serait bien capable d'appeler à

Matignon, dès le mois de janvier 1986, un de ceux qui, à droite, eux-mêmes sur le retour, ne demanderaient pas mieux que de se faire valoir encore. Et on pense à Chaban, bien sûr, qui en piaffe manifestement d'impatience.

Ce serait aussi l'occasion de foutre une bonne pagaille à droite, et plus particulièrement dans le parti de Chirac, mais aussi chez ses jeunes ingrats qui lui doivent tout et qui n'ont même pas la reconnaissance de la rose.

On se prend encore une fois à rêver. Et si tous ceux là, dans leurs querelles perpétuelles, jeunes et vieux, finissaient pas s'en étouffer. Si tout devenait à ce point clair qu'il ne ferait plus l'ombre d'un doute que dans la course aux commandes de l'Etat, aucune alternative n'est possible. Il ne resterait plus que l'anarchie, et les anarchistes pour le dire.

PHILIPPE
(Coulomiers)

SOUSCRIVEZ... ABONNEZ-VOUS... SOUSCRIVEZ... ABONNEZ-VOUS

Immigration : une marche de plus...

LES ULIS ville nouvelle de 30 000 habitants située en périphérie sud de la région parisienne cotoie le béton et les champs de maïs (du moins selon les années). Cette ville sortie des champs surplombe la vallée de Chevreuse, site bourgeois et scientifico-étudiant (faculté d'Orsay, Centre national de recherche scientifique...). Elle, la ville, rassemble 18% d'étrangers inégalement répartis dans les quartiers. Une majorité de la population (51%) est née hors de la région parisienne. Il y a donc beaucoup d'immigrés.

Depuis deux ans un collectif regroupant différentes associations politiques, culturelles et humanitaires s'est réuni pour

lutter contre le racisme et pour l'égalité des droits lors de la venue des différentes marches (1983, Convergence 84). Convergence 84 a provoqué un resserrement des liens entre certaines associations qui a permis l'organisation d'une fête pour l'égalité (groupe Emile-Pouget de la F.A. et association de jeunes beurs de la ville), la création d'un collectif pour la réintégration d'un animateur abusivement licencié par la mairie (majoritairement socialiste), et d'un autre concernant les expulsions de treize personnes d'un foyer Sonacotra pour avoir hébergé des gens extérieurs.

Cette année, la marche est revenue... Que fallait-il faire de

plus ? Accueillir les marcheurs, faire un tour en ville et une fête.

« Une entrevue avec la municipalité, demandèrent certains, afin de connaître ses propositions sur les problèmes existant sur la localité » (et il y en a : illégitimité, logement, etc.). Enfin, pensions-nous, nous voilà loin des idées politiciennes et plus près de la réalité quotidienne. « Et en passant, nous parlerons du droit de vote des immigrés », réclamèrent certains politologues avertis. Le collectif auquel participent des membres de la Fédération anarchiste devait intervenir groupé et parler des problèmes spécifiques sur la ville. Les marcheurs changèrent cette réunion ouverte à tous les « citoyens » en un débat fort intéressant.

Le maire attaqua sur la division du mouvement antiraciste (S.O.S.-Racisme, C.A.I.F.) et sur la montée de l'extrême droite. Les marcheurs (du C.A.I.F.) ne se contentèrent pas de poser les raisons politiques de cette montée aidée par le pouvoir socialiste (pour diviser la droite et stimuler l'électorat de gauche), ils donnèrent des exemples précis d'inégalités et de racisme.

Ceci alla des camps de rétention (voir M.L. n°594), des cartes de séjour renouvelables tous les quatre mois en attendant la carte de dix ans (l'ordinateur sature, paraît-il), au regroupement familial impossible sans des conditions de logement et de revenus. Les « bons Français » ne sont pas obligés de satisfaire à ces conditions s'ils veulent rejoindre un compagnon à l'autre bout du pays. « Pour nous, dit l'un des marcheurs, la gauche ou la droite c'est pareil,

nous ne donnerons à personne un chèque en blanc. »

Le maire répliqua par un magique : « Je ne laisserai pas dire n'importe quoi ! » Puis il partit dans une longue énumération des prouesses gouvernementales. La gauche a aboli la loi « sécurité et liberté », régularisé des « sans-papiers »... et toutes ces avancées (vers où, il ne le dira point) peuvent être remises en cause par le grand méchant loup, c'est-à-dire la droite (vous aviez deviné !) Le discours électoraliste est lâché, mais qui va pouvoir le suivre ? Quand nous savons qu'un étranger est toujours obligé de présenter ses papiers (décret du 30 juin 1946)... et qu'un fonctionnaire de police juge qu'il a affaire à un étranger grâce... au faciès. Alors là, nos chers gardiens de la paix commettent un bel acte raciste dans la plus parfaite légalité. Et nos pourfandeurs des inégalités n'y ont rien changé.

Autre avancée socialiste : le logement. La limitation des logements pour les étrangers n'existe pas légalement, mais tout le monde l'applique. Les gouvernants appellent ça le seuil de tolérance. Aux Ulis, il y a 18% d'immigrés donc 18% de logement maximum pour eux. Logique, les faits devançant toujours les lois, me direz-vous. En avant donc pour une illégalité répressive.

Les jeunes travailleurs immigrés logeant spacieusement (chambre de 7m², isolation de papier mâché...) dans des foyers sont priés d'aller chercher logement dans les communes à faible taux de logements sociaux. Le maire n'a pas osé dire logement pour immigré. Comme chacun le sait, c'est de la faute

des immigrés s'ils habitent dans des logements sociaux ; ils n'ont qu'à gagner plus pour habiter dans les zones « résidentielles ». Il est heureux que dans tout le pays, les gouvernants n'aient pas toujours appliqué un quota pour les logements sociaux car bon nombre de maires seraient à cette heure en train de conter fleurette. Ce n'est pas beau de cracher sur son électoral, messieurs de gauche !

En passant, le maire trouve normal que les « mauvais » étrangers soient expulsés. En projetant ce principe sur les « mauvais » Français, il serait possible d'imaginer envoyer tout Fleury à... Cayenne, par exemple. Enfin, nous revola à temps des colonies, ça a du bon les idées de gauche.

La fin du débat valait son pesant d'or, ou plutôt de voix : « Les immigrés français doivent s'inscrire sur les listes électorales », suggéra le maire. Tollé général de la part des marcheurs : « Nous ne ferons le jeu d'aucune liste... même électorale. Nous avons vu dans le Sud-Ouest des camps de Français musulmans (venus en France après la guerre d'Algérie). Ils peuvent voter. Ils vivent dans des taudis et toutes les promesses électorales sont toujours passées loin d'eux. Comment voulez-vous qu'on croit encore aux élections. »

Il est des faits qui se passent de longs discours. Ce qui s'est passé aux Ulis, ce samedi, peut révéler où en est le mouvement antiraciste (C.A.I.F.) : plus près du combat quotidien, que du simple vote électoral où la gauche comme l'extrême gauche voudraient l'enfermer.

PHILIP
(Gr. Emile-Pouget)



Georgina Dufoix. Il faut maintenant marcher... vers les urnes.

C.G.T. Renault-Douai

UN ministre du Travail candidat dans le département, deux responsables syndicaux licenciés, Douai et sa région ont du pain sur la planche en cette fin d'année 85. Avant, c'était Boulogne-Billancourt qui était considéré

en bref...en bref...

• Outil au service de la Coordination nationale des collectifs luttant contre la symbiose armée-éducation, « Le Ramassis d'infos sur la militarisation de l'enseignement » (numéro double 9-10) est disponible. Ce journal recense toutes les informations ayant un rapport avec la mise en place de cet accord : articles de presse, textes officiels, etc. On peut le commander à : A.R.M.S., c/o Maison des associations Le Nil, route de Bordeaux, 16000 Angoulême (20 F l'exemplaire). Par ailleurs, l'A.R.M.S. se propose d'assurer un travail de boîte aux lettres pour les infos concernant les problèmes de militarisation, les résistances et projets éducatifs à ce sujet.

• « Anarfac » n°5 est paru. Au sommaire, entre autres, un article contre l'U.N.I. En vente 5 F à la librairie du Monde libertaire.

comme poulx du mouvement ouvrier français. Les dernières grèves n'ayant pas été débordantes, c'est vers le Nord que les feux de l'actualité se dirigent maintenant.

Il est vrai qu'un ministre du Travail socialiste qui donne l'autorisation à l'inspection du travail de Douai de donner un avis favorable au licenciement d'un secrétaire syndical C.G.T. et d'un secrétaire de comité d'entreprise (1), cela ne se loupe pas !

Et cela permet au Parti communiste local de taper sur le clou : « Vous avez notre soutien total et fraternel. La décision qui frappe vos dirigeants montre le vrai visage du gouvernement socialiste. Il mène une politique antisociale et antisyndicale. Entre le projet de loi sur la flexibilité contre lequel, pied à pied, nous continuerons le combat, et vos licenciements, il y a un lien logique. M. Delebarre, c'est comme le Canada Dry : ce n'est pas une politique de gauche, même s'il veut le faire croire par des mots, c'est la politique du C.N.P.F. et de la droite (...). » Ainsi s'exprimait Alain Bocquet, député et secrétaire de la fédération du Nord du P.C.F.

N'y avait-il pas dans les militants de la C.G.T. un orateur capable de dire les mêmes choses sur un plan syndical ? A Douai comme dans bien trop d'autres exemples de luttes, la C.G.T. apparaît mais reste muette et c'est le P.C. qui parle, analyse et dit ce qu'il faut faire...

Bien sûr la C.G.T. à Renault-Choisy a fait une progression impressionnante aux élections

du comité d'entreprise (de 72,54% en 1983 à 81,42%), bien sûr à Renault-Saint-Ouen la semaine dernière près de 80% des ouvriers ont débrayé contre les licenciements à l'usine de Douai, mais que se passe-t-il au Mans ou à Boulogne-Billancourt ?

A la journée d'action du 24 octobre, à Paris, s'il n'y avait pas eu les travailleurs immigrés de Renault, la représentation

cégétiste de la Régie aurait été morne et étriquée. Et la journée d'action du 19 décembre confirmera-t-elle les dires de Krauski : « Il n'y a jamais de trêve en matière de lutte ». Ah ! la mémoire sélective.

F. BERNARD

(1) Jean-François Caré et Eric Lachamps, Delebarre « aurait » lui-même rédigé les considérants de la décision de licenciement !



GREENPEACE ET SYSTÈME ACCUSATOIRE

Bons juges et bons militaires !

GRACE aux glorieux terroristes de l'armée française, nous avons appris que la Nouvelle-Zélande est un gros producteur de moutons que les Français vont probablement devoir bouffer pour racheter leurs péchés militaires. Mais de plus, nous avons dû apprendre que la Nouvelle-Zélande avait un système judiciaire différent du nôtre, et, comme toujours, quand il s'agit de justice, on dit n'importe quoi.

C'est ce que n'a pas manqué de faire l'avocat du gouvernement français M^e Souleziez-Larivière au cours de l'émission « Résistance » du 5 décembre. Ce brillant défenseur, au garde-à-vous, a voulu nous faire avaler que le système néo-zélandais dit système accusatoire était digne d'importation en France (en plus des moutons ?), ce qui ne l'empêche pas de trouver que ses clients ont été condamnés sévèrement. Qu'en est-il exactement ?

Dans le système accusatoire, à partir du moment où l'accusé se déclare non-coupable et annonce qu'il se défendra comme tel, c'est à l'accusation de faire la preuve de la culpabilité. C'est ainsi que, si les Turenge avaient plaidé non-coupables et avaient dit pour leur défense : « C'est pas nous,

c'est Hernu, Lacoste ou Mitterrand », la présence de ces individus devenait indispensable au déroulement du procès qui, bien sûr, aurait eu quelque intérêt.

M^e Souleziez-Larivière nous en a privé, annonçant qu'il plaiderait coupable et, à partir de là, la justice néo-zélandaise ressemble à la nôtre : la défense présente des circonstances atténuantes et le juge décide d'une peine. Voyez donc que tous ceux qui nous disent, comme M^e Souleziez-Larivière que les « Turenge sont des soldats qui

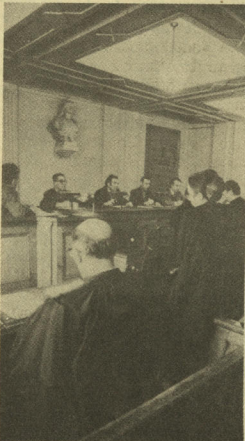
ont obéi aux ordres », se foutent de nous puisque ceux-ci ont décidé de plaider coupable et de renoncer aux avantages du système accusatoire. Ils continuent à se foutre de nous quand ils présentent la peine de dix ans reçue par nos saboteurs comme sévère. Imaginez des terroristes envoyés par les Néo-zélandais pour couler un bateau-mouche et tuant un photographe par dessus le marché. Il me semble entendre les mêmes commentateurs qui hurleraient au laxisme en cas de peine de dix ans.

plaçant les juges militaires pour juger et condamner les insoumis et les objecteurs... La multitude de condamnés sans preuve par un appareil judiciaire qui n'est que la chambre d'enregistrement des thèses policières : Lesurq, Agret, Dreyfus, Debrielle, Sez nec, Knobelpiess, etc., autant de hauts faits judiciaires bien de chez nous.

Un général Ver vaut bien un Salan, Lacaze ou Lacoste acquittés ou condamnés, à Manille comme partout ailleurs. L'armée reste l'armée et ce n'est pas l'appareil judiciaire qui y changera quelque chose. A

Manille, les Turenge auraient peut-être été exécutés ; en Nouvelle-Zélande, le général Ver aurait peut-être été condamné à plus de dix ans ; en France, ils auraient eu, sans doute, tous les trois la perpétuité... Et alors ? Qu'est-ce que ça aurait changé puisque le seul changement est la destruction de tous les appareils judiciaires et militaires ? Mais, tant qu'ils existent, il nous faut apprendre et nous organiser pour nous défendre et nous « insoumettre ».

JEAN LAPEYRIE
(« Palais de justice »)



Manille et acquittement

« Déni de justice », « parodie judiciaire », « justice soumise au pouvoir politique », c'est par ces exclamations que notre presse cocardière a salué l'acquiescement du général Ver à Manille. C'est incroyable comme la presse judiciaire trouve les mots justes pour qualifier le système judiciaire... des autres. Les fusillés pour l'exemple de la Première Guerre mondiale, les exécutés des sections spéciales... Les mêmes magistrats servant Pétain, puis de Gaulle... Le président Caouès présidant le procès fait à Léon Blum... Vilain, assassin de Jaurès, acquitté... Les civils rem-



Dormez... mais seuls !

NOUS vivons, en cette fin de siècle, tout du moins en France, un curieux paradoxe qui pourrait se formuler comme suit : malgré une tendance à une hypercommunication, la solitude ne fait que croître.

Du point de vue des médias, que pouvons-nous constater ? Des milliers de titres de journaux, revues, brochures paraissent chaque jour... Des centaines, voire des milliers de radios privées émettent régulièrement... Nous allons avoir une cinquième chaîne de télévision, en attendant les suivantes... Sans aller plus loin, remarquons d'un autre côté qu'en deux jours maximum on peut atteindre n'importe quel point du globe, qu'en quelques minutes on peut théoriquement parler avec une personne quel que soit le pays où elle demeure. Lorsqu'un événement se passe quelque part, le monde entier le sait en deux ou trois heures. On peut citer des dizaines d'exemples montrant avec quelle rapidité la circulation des hommes et des informations est techniquement et matériellement possible.

Oui, mais voilà... parallèlement, nous vivons dans une société où la solitude, au sens large du terme, étend ses tentacules. Considérons, par exemple, les morts passés inaperçus : le record est détenu semble-t-il par X.-F. Barthenat dont le décès n'a été découvert que cinq ans après qu'il fut advenu. Sans aller jusqu'à ces extrémités,

on peut citer ce que l'on nomme pudiquement « asiles de vieillards » où bien souvent la mort ne fait qu'entériner une disparition bien antérieure. De plus en plus gai : observons le succès de vente de *Suicide, mode d'emploi*, les différentes mises en scènes tendant à prouver que l'on peut s'écrouler en pleine rue sans que l'on vienne à votre secours, ou le peu de cas que l'on fait des milliers de sans-abris parisiens. Les milliers d'exemples pris dans les domaines les

est importante, moins le dialogue est facile (entrez dans le métro, vous verrez bien !) ; mais avec cela, on ne va pas bien loin.

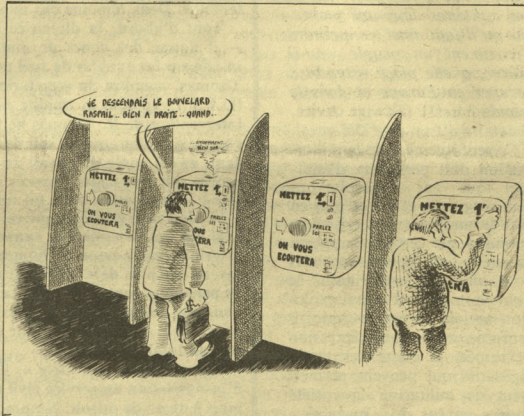
Plus intéressant, déjà, est de constater qu'un certain nombre de structures sociales cimentant des réseaux humains n'ont pu résister aux « avancées » médiatiques : les veillées, les petites fêtes de villages ou de quartiers... De même, force est de constater que les gens se déplacent de plus en plus rarement au théâ-

tions nationales et internationales, de confondre interactivité et poison, on se referme sur son petit microcosme privé, ne sachant même plus ce qui se passe dans son quartier en matière sociale, économique ou culturelle.

Les conséquences ? Pas évident de les déceler pour le moyen et le long terme : accroissement du nombre des personnes souffrant de la solitude, de dépression nerveuse (la maladie du siècle !),

l'égoïsme social... Mais peut-être, aussi, faut-il chercher là une des causes (indirectes ?) de la démobilité sociale que nous constatons un peu partout. Mais au fait, l'omniprésence d'un stimulus médiatique qui vous fait oublier ce qui nous entoure... c'est cela aussi « 1984 ».

GÉRARD MOSSÉ
(« Mon quartier, mon village »)



plus divers font ressortir d'autant plus que ce vide « tonitruant » qui plus qu'une chappe de plomb caractérise la quasi totalité des médias.

On peut se demander pourquoi, d'ailleurs ? Certes, il paraît somme toute logique que plus la densité humaine

tre, au cabaret, voire même au cinéma. Le facteur économique n'explique pas tout. Attention ! les charentaises attaquent !

A force d'attendre passivement ce qui va tomber des mannes T.V. et radio, de se noyer dans le flot des informa-

Répression

JEAN-PIERRE MOUILLE, co-fondateur du journal d'expression des détenus *Otages* (1), dont nous avons déjà parlé dans les colonnes du *Monde libertaire*, est de nouveau derrière les barreaux, à La Santé. Condamné à six ans de réclusion en 1976 pour une tentative de cambriolage, acquitté en mars 1985 du chef d'accusation de meurtre après une campagne visant à démontrer les aspects pervers que recouvre la notion d'« intime conviction » d'un magistrat, libéré en avril 1985, Jean-Pierre Mouille a été arrêté le 16 novembre 1985 à la sortie d'une réunion par les Renseignements généraux, porteurs d'un mandat d'arrêt. Il a été condamné à trois ans de prison !

Officiellement, on lui reproche une vieille histoire de vol de statuette et de faux papiers datant de 1982. La vérité, on s'en doute, est beaucoup plus politique. On veut à tout prix détruire ce militant acharné de la lutte contre l'enfermement. Rappelons que le 29 octobre dernier, des flics ont essayé d'abattre Jean-Pierre à Villeneuve-d'Asq, alors qu'il montait dans sa voiture. Il a déposé plainte et on attend impatiemment le résultat de cette dernière (2). Aujourd'hui, il connaît une fois de plus la « mort lente » ! Jean-Pierre Mouille a entamé dès son incarcération une grève de la faim. Affaire à suivre, donc, avec le plus grand intérêt !

GIL

(1) « Otages », B.P. 37, 59651 Villeneuve d'Asq cedex.
(2) Voir M.L. n°593 du 14 novembre 1985.

UN EXEMPLE DE MILITARISATION AU QUOTIDIEN

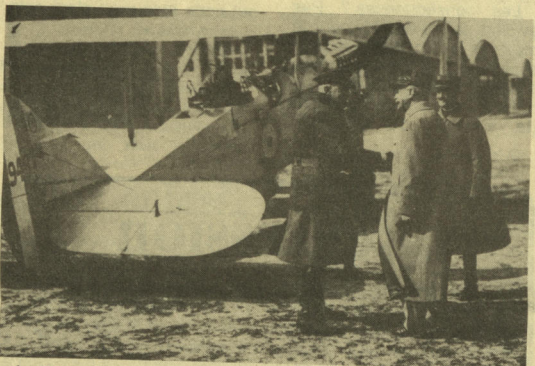
Le festival « Cinéma et histoire »

DEPUIS que la gauche est au pouvoir, des dispositifs tels les accords Armée-Education visent à faire pénétrer davantage l'armée au sein du tissu social. Cette militarisation latente est particulièrement dangereuse pour nos libertés, puisqu'elle place l'institution militaire au dessus de toute remise en cause et aboutit à assomiler les antimilitaristes, les pacifistes, et plus généralement tous ceux qui s'interrogent, à des individus manipulés ou à des corps étrangers.

L'idée force de la gauche est de rassembler les Français autour des valeurs nationales. C'est donc le retour du « civisme » et le développement de l'« esprit de défense » qui sont les éléments de la cohésion nationale. Nous en avons eu l'illustration frappante dans notre région où s'est déroulé un festival « Cinéma et histoire ».

Le festival « Cinéma et histoire »

Une dizaine de films de guerre, ainsi que des documents d'archives des armées française et allemande, ont été projetés au cours de ce festival qui s'est déroulé du 27 novembre au 11 décembre simultanément dans plusieurs villes de Haute-Normandie (Dieppe, Evreux, Elbeuf, Le Havre, Mont-Saint-Aignan, Petit-Quevilly, Rouen et Vernon). Ce festival, le premier du genre en France, organisé par l'armée de terre et le rectorat de Rouen, s'est adressé en priorité à un public de lycéens et d'appelés du contingent, dans le cadre du développement de la « coopération » instaurée depuis trois ans entre les ministères de la Défense et de l'Education nationale (proto-



cole Hernu-Savary du 23 septembre 1982). Il a été présenté officiellement à Rouen lors d'une conférence de presse donnée conjointement par le recteur de région et le général Moreau, commandant la 23^e division militaire.

Le coup d'envoi de cette quinzaine cinématographique a été donné le 28 novembre, à Evreux, avec la projection du *Crabe-Tambour* de Pierre Schœndorfer, en présence du réalisateur et sous la présidence d'honneur de Mme Edwige Avice, secrétaire d'Etat à la Défense. Ce film était précédé de deux films d'archive (*Vedettes blindées* et *La Bataille de Nan-*

San). On voit tout de suite l'orientation de ce festival !

Ainsi, chaque jour jusqu'au 11 décembre étaient présentés à chaque séance (une l'après-midi pour les lycéens et les appelés du contingent, et une autre le soir pour le grand public) des documents d'archives souvent très peu connus, une grande œuvre de fiction sur la période de la Seconde Guerre mondiale et des courts métrages récents de l'Etablissement cinématographique et photographique des armées (E.C.P.A.).

Pas de film du style *Morts pour l'exemple*, *Les sentiers de la gloire* ou *Johnny s'en va-t-en guerre* et cela n'est pas étonnant ! Sous le prétexte d'une démarche pédagogique visant à « s'interroger en fin de compte sur la perception que nous avons de la réalité qui nous entoure, aussi bien passée que présente », on a assisté plutôt à une vaste opération de propagande de l'armée.

Ce festival visait bien à faire pénétrer le militarisme dans l'esprit des lycéens en priorité, comme l'a souligné l'un des responsables : « Nous voulons offrir aux scolaires et au grand public des images de l'histoire des armées dans la guerre. Nous souhaitons de plus en plus que les projections soient l'occasion de réflexions et de travaux menés ensuite en classe par les enseignants. »

Il s'agit bien d'une application du protocole Armée-Education nationale qui vise entre autres à « amener une information à des jeunes gens et des jeunes filles sur les nécessités de la défense et la finalité du service national. » Le « cinéaste » Pierre Schœndorfer estime en effet que « la Défense et l'Education nationale représentent

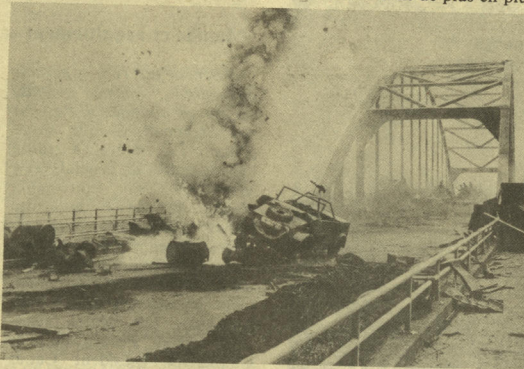
deux piliers essentiels de la nation ».

Un des buts de la gauche est de militariser tous les secteurs de la société : la culture, les sports, la recherche... pour essayer de rassembler les Français autour de « valeurs nationales ».

La gauche et la militarisation de la société

Hernu, l'ancien ministre de la Défense, avait annoncé la couleur dès 1981 : « La défense forme un tout ; ce n'est pas le domaine particulier du ministre de la Défense ; tous les ministres

ont, chacun dans sa partie, leur rôle à jouer, pour contribuer à la défense du pays en temps de guerre mais aussi dès le temps de paix : éducation, plan, intérieur, économique... ». L'élargissement de la militarisation est ainsi tracé, ce qui permet au secrétaire d'Etat Jean Gatel d'écrire dans *Le Monde* : « Le président de la République a lui-même clairement indiqué que nos armes les plus perfectionnées n'étaient que des matériaux inertes et vains sans... la détermination de



tout un peuple à se défendre. N'est-il donc pas urgent de renforcer l'esprit de défense ? »

Les propos de Gatel sont clairs, il faut développer l'« esprit de défense » pour avoir une « unité nationale » autour de la défense. L'armée a le pouvoir, en temps de guerre de mobiliser dans la société civile les réserves dont elle a besoin. Il est bien connu que pour faire une guerre un minimum de propagande doit être fait à la population pour qu'elle consente à se battre. C'est la tâche qu'entreprend actuellement la gauche : il s'agit de créer une unité nationale des Français autour de valeurs tels le civisme, le nationalisme... pour se « battre » contre les pays concurrents de la France au niveau économique. « L'esprit de défense est capable de mobiliser à la fois des civils et des militaires dans une recherche qu'il faut ainsi comprendre : comment un peuple veut-il exister, quelle place entend-t-il occuper en Europe et dans le monde ? » (1) (Edwige Avice, secrétaire d'Etat à la Défense).

Ce renforcement de la militarisation doit permettre d'endiguer tout vent de révolte qui peut surgir des effets de plus en plus dramatiques de la crise économique sur certaines couches sociales. Les tensions sociales vont aller en augmentant, le pouvoir a peur d'une « explosion sociale », c'est pourquoi il renforce son outil de répression : l'armée. Il existe des textes législatifs qui peuvent permettre de militariser la société entière en cas de « menaces » grâce à des réquisitions de biens et de personnes. Ce sont les ordonnances de 1959, actualisées par le gouvernement, qui doivent au moindre coup de clairon instaurer une France militaire prête à prendre la direction des opérations. Pour en savoir plus sur ce sujet, on peut consulter le dossier n°5

d'Avis de Recherche qui y est consacré.

On peut craindre que cela se fasse en douceur car la priorité de la militarisation est l'enseignement et l'enfance. Les jeunes sont plus malléables et moins à même de refuser l'armée. L'affaire Greenpeace nous a montré qu'il existe un consensus sur les questions relatives à la défense. L'Etat est prêt à employer la force pour préserver son outil de dissuasion nucléaire. Ceux qui luttent contre l'armée sont de plus en plus

battre cette militarisation accrue de l'Etat.

Renforçons l'antimilitarisme !

En tant qu'anarchistes, nous devons renforcer notre antimilitarisme, c'est-à-dire lutter contre l'armée, contre l'Etat, contre le système économique actuel... et mettre en place une société basée sur nos principes de base : liberté, égalité, solidarité, gestion directe... Nous devons apporter notre soutien à tous ceux qui sont emprisonnés pour s'être opposés à l'institution militaire : objecteurs, objecteurs insoumis, insoumis totaux (2)... et qui ont une démarche antimilitariste.

La tâche est importante, mais cela fait partie de notre combat contre l'autorité. L'institution militaire dont le but est d'obtenir de l'individu sa démission d'homme et son obéissance aveugle doit être supprimé ! Il y a va de nos libertés !

ERIC HÉBERT

(1) Les citations d'Hernu, Gatel et Avice sont extraites du « Ramassis d'infos » sur la militarisation de l'enseignement (n°9-10).

(2) Le soutien aux insoumis passe aussi par un soutien moral qui leur est apporté par la correspondance. On peut donc écrire à Jean-Pierre Gauthier, 731794-3-432, 1, avenue de la Division-Laclaire, 94261 Fresnes cedex ; et à Christian Frigoult, écrit 7251, B.P. 6A, 35031 Rennes cedex.

Pitois, ça va ?

APRÈS la condamnation à six mois avec sursis et le retrait de statut de Jean-Paul Sultot le 2 décembre à Nantes, nous étions quelque peu anxieux pour Joël Pitois qui comparait également pour insoumission au service civil, le 9 décembre au Havre.

Ce procès a duré à peine une heure et nous avons eu la désagréable impression qu'on voulait éviter que ce procès devienne une tribune antimilitariste. Le président du tribunal a, en grande partie, atteint ce but, et Joël Pitois a dû s'y prendre à plusieurs fois pour développer ses motivations pacifistes. Une intervention de M^e de Félice — avocat de Joël — permit d'entendre les témoins. Deux témoins ont apporté leur soutien à Joël.

Tout d'abord, la directrice de l'établissement qui l'emploie — il donne des cours de math. à des enfants défavorisés — insista sur les qualités de Joël pendant son travail. Ensuite Rémy Thomas, membre du secrétariat de l'Union pacifiste de France (U.P.F.) expliqua la finalité de ce mouvement pacifiste. Cette intervention de R. Thomas ne fut pas interrompue par la cour, aucune question, que ce soit de la part du procureur ou du président, ne fut posée. Il y avait un consensus de la cour pour que ce procès soit très court : procès gênant, il fallait en finir au plus vite ! L'application de la loi fut demandée par le procureur.

M^e de Félice expliqua que ce sont les motivations pacifistes de Joël qui ont déterminé la convocation de dernier au tribunal. Il exigea la relaxe pour cet homme qui travaille pour la société en faveur des plus défavorisés. Il remit également 2 000 signatures de personnes soutenant Joël. Le verdict tomba : « M. Joël Pitois, vous êtes coupable d'insoumission (...) et vous êtes condamné à payer 30 F d'amende par jour et pendant 365 jours aux impôts, soit un total de 10 950 F. »

Ce verdict est « modéré », il faut en effet savoir que le délit d'insoumission au service civil peut entraîner une peine de deux mois à un an de prison. Néanmoins, le procureur a un délai de 45 jours pour faire appel de ce jugement. Même si la peine peut apparaître comme « modérée », ce que l'on peut considérer comme une victoire, j'ai eu la nette impression qu'on voulait à tout prix écarter le débat. C'est peut être une nouvelle stratégie du pouvoir qui viserait à occulter tout discours antimilitariste et donc à marginaliser les réfractaires à l'armée par rapport à la population.

E. H.
(Gr. de Rouen)

DOSSIER TIERS MONDE

ABORDER les problèmes du tiers monde de façon aussi générale n'est pas chose aisée. Le risque de traiter le sujet d'une façon artificielle existe. Surtout quand il s'agit d'une diversité de situations. Il y a cependant des dénominateurs communs, une unité dans la diversité.

Le groupe F.A. de Béziers s'est entretenu avec François Partant, économiste, auteur de plusieurs livres dont « La Fin du développement » (éditions Maspéro). Nous l'en remercions vivement. A partir de définitions, cette interview en vient à poser le problème de fond : les systèmes de pouvoir...

Hervé



— Le « Monde libertaire » : Dans cet entretien avec vous, François Partant, nous allons sans cesse parler de développement et de sous-développement. Pouvez-vous préciser le sens que vous donnez à ces mots ?

— François Partant : Par développement, il faut entendre développement des « forces productives ». Il implique une accumulation de capital et se traduit par un accroissement des capacités de production, permettant celui de la production elle-même. Ainsi que par une amélioration de la productivité du travail, obtenue principalement par le progrès technique de l'outil. Ainsi assure-t-il, en principe, une constante amélioration du bien-être matériel de la société (ou d'une partie de celle-ci). Dans un pays qui se développe, la population consomme en effet de plus en plus de biens et de services marchands, produits unitairement avec de moins en moins d'heures de travail. Mais tout cela mériterait évidemment discussion.

Quant au sous-développement, c'est un mot piégé. La misère dans le tiers monde n'est pas imputable au sous-développement des forces productives. Car cela signifierait que toutes les sociétés étaient misérables avant la révolution industrielle du XIX^e siècle. C'est absurde. La pauvreté dans le tiers monde tient au sous-emploi et à la sous-rémunération de la force de travail. Un pays dit sous-développé ne peut plus produire tout ce dont il a besoin (comme le faisaient toutes les sociétés avant la révolution industrielle), mais il ne peut pas non plus, avec ce qu'il gagne avec ses exportations (dont la valeur ajoutée contient trop peu de salaire), importer ce qui lui manque.

— M.L. : Les pays industrialisés pratiquent l'aide au tiers monde. Cette aide peut-elle permettre un rééquilibrage économique ?

— F.P. : En aucun cas. Un tel rééquilibrage est rigoureusement impossible. Les peuples du tiers monde ne parviendront jamais à produire et à consommer autant que nous. Ils ne seront jamais riches à la façon dont nous le sommes, par des moyens semblables à ceux que nous employons. Impossible pour des raisons économiques et financières (compte tenu de leur insertion dans l'économie mondiale), mais aussi pour des raisons écologiques : un développement technico-économique généralisé à la planète provoquerait la destruction de la biosphère dont dépend la vie sur terre. Et là, c'est notre type de développement qui est en cause.

L'aide que nous apportons au tiers monde accentue sa dépendance vis-à-vis de nous (et sert en cela nos intérêts),

en particulier parce qu'elle consolide les pouvoirs étatiques qui ont eux-mêmes intérêt à maintenir des échanges avec nous. Mais c'est la concurrence que favorisent les échanges qui est à l'origine de la misère dans le tiers monde, plus encore que l'« exploitation » proprement dite (la sous-rémunération de la force de travail) ; face à la concurrence du Nord, les pays du Sud ne peuvent pas promouvoir assez d'activités productives.

C'est facile à comprendre, puisque nous sommes parfois nous-mêmes victimes de la concurrence aujourd'hui élargie à l'échelle mondiale, qu'il s'agisse de la concurrence du Nord, par exemple du Japon (les motos japonaises ont éliminé la production en France) ou de celle du Sud, par exemple la Corée du

Sud, dont les chantiers navals ont provoqué la crise, non seulement de nos chantiers, mais de ceux du Japon.

Plutôt que de pays sous-développés, il faudrait parler de pays à reconstruire (ou mieux encore de sociétés à reconstruire). Mais on finira bien par s'apercevoir que cette « reconstruction » n'est pas à envisager dans le tiers monde seulement, mais chez nous aussi. Les Lorrains, par exemple, devraient s'en rendre compte.

La révolution industrielle du XIX^e siècle a eu de si nombreuses conséquences que leur seule énumération dépasserait le cadre d'une page de votre journal. Je n'en retiens que deux. Elle a fait de sociétés qui étaient jusque là autonomes des sociétés interdépendantes. Ainsi prenait forme le « marché mondial », qui demeura cependant cloisonné jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Car les grands empires coloniaux étaient très protégés. D'autre part la révolution industrielle a provoqué la concentration des capacités mondiales de production dans les métropoles industrielles. Celles-ci ont pu utiliser le reste du monde comme source d'approvisionnements (produits agricoles, matières premières, énergie), comme débouchés à leurs productions, et enfin comme champ d'action pour leurs entreprises de service qui, aujourd'hui encore, se déploient à l'échelle mondiale.

Grâce à quoi, elles pouvaient accumuler des capitaux en les prélevant sur

les valeurs créées par le travail, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de leurs frontières. Ce déséquilibre des capacités de production, c'est aussi un déséquilibre dans les possibilités d'emploi de la main d'œuvre. A essayer de le redresser par le « développement » du Sud, en transférant au Sud des moyens de production, on a créé un autre déséquilibre, à l'intérieur de chaque Etat-nation : le chômage et la pauvreté sont un peu mieux répartis dans le monde.

Contrairement à ce qu'on raconte, les pays industrialisés ne sont pas en avance sur une voie de développement ouverte à tous. Ils ne bénéficient pas plus d'une avance dans le temps, qu'une bourgeoisie nationale n'en a par rapport à sa classe ouvrière. La position dominante qu'ils ont acquise à l'échelle mondiale, dans des conditions historiques très particulières, est évidemment plus facile à légitimer si l'on fait croire aux peuples du tiers monde qu'ils peuvent connaître l'évolution des pays dominants... c'est-à-dire que l'Afrique deviendra un jour pareille à l'Amérique du Nord. Mais il est certain que nous avons nous-mêmes cru à notre « avance », tout comme nous pensions en avoir une à l'époque coloniale lorsque nous apportions la « civilisation » à des sauvages. Nous sommes tombés dans le piège de notre propre système de légitimation.

Quant on se trouve dans le tiers monde, il est très facile de constater l'inadéquation des moyens de production « modernes », hautement capitalistiques et peu créateurs d'emplois, à la force de travail disponible. Mais on devrait bien s'apercevoir, chez nous aussi, que l'amélioration de la productivité du travail n'est une fin en soi.

— M.L. : A côté des aides gouvernementales, il existe des organisations non gouvernementales (O.N.G.) qui agissent dans le tiers monde. Pouvez-vous tirer un rapide bilan de leurs actions ?

— F.P. : Depuis une dizaine d'années, beaucoup de ces organisa-

tions ont fait de sérieux progrès. Elles comprennent mieux que les phénomènes qui caractérisent le sous-développement sont à imputer à la politique menée par les pouvoirs d'Etat, même si elles n'en tirent pas la conclusion qui à mon avis s'impose, à savoir que rien de sérieux ne pourra se faire tant que n'aura pas sauté ce système de pouvoir. Elles s'en tiennent de plus en plus souvent à des microréalizations, qui ne changent rien aux données générales, mais qui sont les seules choses à faire pour l'instant.

— M.L. : Alors pas d'autre politique de la France à l'égard du tiers monde ?

— F.P. : En ce domaine aussi, la politique des socialistes a sensiblement été la même que celle de ses prédécesseurs. Car c'était l'intérêt de la France, toutes classes sociales confondues. Pourtant Jean-Pierre Cot semblait plus conscient que les autres lorsqu'il a dit que le tiers monde devait opter pour un « développement autonome, auto-centré et endogène ». Mais il semblait alors peu conscient du risque que cette option comportait pour nous. Car notre développement, celui de l'ensemble des pays industrialisés, n'est lui-même pas autonome : il implique l'utilisation du tiers monde, en tant que source d'approvisionnements et en tant que débouché. C'est sans doute pourquoi J.-P. Cot ajoutait, quitte à entrer en contradiction avec lui-même, que les échanges Nord-Sud devaient continuer.

Un développement est dit auto-centré lorsque la production des biens d'investissement et celle des biens de consommation s'articulent et s'entraînent mutuellement dans le cadre national (c'est le cas des Etats-Unis, du Japon et de la R.F.A. ; non de la France qui doit importer la moitié de ses moyens de production). Les importations peuvent donc être limitées aux matières premières et aux sources d'énergie. Si un pays dispose de celles-ci en quantité suffisante, son développement devient autonome : il peut vivre sur lui-même, sans échanges externes. Enfin pour que son développement soit endogène, celui-ci doit procéder de sa société et de sa culture spécifique. Si un peuple du tiers monde parvenait à se débarrasser de son pouvoir étatique et de ses « élites » occidentalisées, croit-on qu'il choisirait la « voie de développement » qui est la nôtre ? Qu'il produirait ce que nous produisons dans les conditions où nous produisons ? Certainement non ! Pour s'en convaincre, il suffirait de demander à nos propres travailleurs, pourtant parfaitement conditionnés intellectuellement, ce qu'ils produiraient et comment ils s'organiseraient pour produire s'ils étaient libres d'en décider.

— M.L. : Après ce tableau sombre, quel avenir ?

— F.P. : La crise ! Des difficultés économiques et sociales qui iront en s'aggravant. Mais peut-être aussi — et c'est ce que j'espère — une réaction des exclus, non seulement dans le tiers monde où ils sont très majoritaires, mais ici. Des marginaux, des chômeurs, qui comprendront qu'il y a une carte assez extraordinaire à jouer pour la première fois dans l'histoire.

Les hommes sont devenus interdépendants à l'échelle planétaire, mais par le biais des Etats-nations qui les regroupent et dont les intérêts sont concurrents, contradictoires ou tout-à-fait antagoniques. Si bien que chaque fois que nous prenons position en faveur d'un groupe social dont les intérêts nous semblent légitimes — mais qui ne sont légitimes que dans le cadre organisationnel du monde tel qu'il se présente aujourd'hui —, nous prenons implicitement position contre autrui, autrui pouvant être d'autres groupes sociaux ou d'autres nations.

Pour échapper à cette problématique malsaine et même absurde (dont les pouvoirs d'Etat sont eux-mêmes prisonniers), il faudrait sortir de ce cadre organisationnel, celui de la nation divisée en classes et celui d'un monde divisé en Etats-nations hiérarchisés. C'est ce que devraient faire les chômeurs... Au lieu d'essayer de survivre à la frange de la collectivité nationale, ils devraient s'organiser pour vivre de leur travail, comme les peuples du tiers monde devraient eux-mêmes le faire s'ils pouvaient s'exclure du système économique mondial. Ils devraient concevoir un « développement autonome » (encore que le terme de « développement » ne soit pas celui qui convient), sans tenir compte des normes de production qui prévalent en France et dans le monde. Faisant eux-mêmes ce que la majorité de la population mondiale devrait faire pour échapper à la misère, ils agiraient conformément aux intérêts de cette majorité. Ils auraient alors à mettre en œuvre un schéma politique, inspiré par un souci de justice et du bien commun à l'échelle où les hommes sont interdépendants, un peu comme le socialisme prétendit pouvoir le faire à l'époque où il se voulait internationaliste, mais à partir d'une meilleure analyse de la réalité et d'une meilleure définition de l'objectif à poursuivre collectivement. Car cet objectif ne peut pas être celui du capitalisme et du socialisme, à savoir le développement des forces productives.

Quant au schéma politique, il ne peut être que de type libertaire, il doit exclure les rapports de domination et les relations de pouvoir. C'est la condition pour qu'il soit généralisable.

L'intervention américaine au San Salvador

L'ÉLECTION de N. Duarte, candidat favori de la Maison Blanche, en mars 1984, n'a rien changé à la situation dramatique que vit ce pays. Les Escadrons de la mort ont repris leurs activités, les assassinats de militants syndicaux et d'opposants se poursuivent... L'élection d'un chrétien démocrate à la tête du gouvernement n'aura eu qu'une seule répercussion : l'obtention d'une aide accrue de la part de son puissant allié américain.

Ingérences américaines à tous les niveaux

Pour les cinq dernières années, le gouvernement salvadorien a engouffré 62% de l'aide que la Maison Blanche a consacré à l'Amérique centrale. Ceci donne une idée de l'importance qu'attachent les Etats-Unis à ce petit pays.

Les victoires militaires de la guérilla, dans les premières années de la guerre révolutionnaire, ont contraint Washington à procéder à des changements au niveau du commandement de l'armée salvadorienne et à augmenter considérablement son aide. Les Etats-Unis soutiennent sans réserve le président Duarte, symbole de la prétendue démocratie. Ils sauvent l'économie qui s'écroule. Les conseillers américains appliquent les plans de contre-insurrection, créent des bataillons de défense civile pour encadrer la population.

Les Etats-Unis procèdent à des envois massifs d'armes légères, d'hélicoptères, d'avions de reconnaissance... L'assistance à l'armée salvadorienne comprend également l'appui logistique, avec le survol des zones insurgées, le transport de troupes lors d'attaques comme ce fut le cas, d'après C.B.S.-News, à la fin de l'année 1983. La C.I.A., pour sa part, a envoyé sur le terrain quelque 150 de ces agents.

Les effectifs de l'armée salvadorienne ont été multipliés par six depuis 1980. Actuellement, elle est composée de 42 000 soldats, mais les conseillers américains veulent voir ses effectifs atteindre 50 000 hommes. Huit colonels américains dirigent l'état-major, en compagnie de leurs homologues salvadoriens. Six à huit conseillers sont répartis par brigades et casernes. Les principales opérations de contre-insurrection sont supervisées par les officiers nord-américains. L'ingérence américaine représenterait 70% de la conduite tactique et stratégique.

Malgré tout, la troupe est encore d'un niveau médiocre et sa combativité s'est encore amoindrie depuis qu'elle sait que le F.M.L.N. libère ses prisonniers. Plusieurs milliers de soldats sont régulièrement entraînés à Fort Bragg en Caroline du Nord ou à Puerto Castilla au Honduras. Selon les conseillers américains eux-mêmes, c'est le statu-quo, la guérilla « peut encore frapper où et quand elle veut » (colonel Edward King).

Le sabotage de l'économie nationale

Réduire l'efficacité de l'aide nord-américaine est l'un des objectifs des guérilleros, ainsi que déstabiliser l'économie du pays. Son bon fonctionnement est en effet vital, car la guerre absorbe des sommes considérables. Sans soutien financier extérieur, le gouvernement aurait depuis longtemps fait faillite. Les sabotages ont obligé l'armée à mobiliser de nombreuses forces afin de protéger l'infrastructure économique : usines, ponts, pylones...

Le président affirme qu'il faudrait en temps de paix une dizaine d'années pour relever le pays. La production de café a baissé de l'ordre de 29% entre 1979 et 1984, celle du coton a atteint 50% pendant la même période. La paralysie des transports déstabilise le trafic routier. En un an, les pertes ont été évaluées à plus de 100 millions de dollars. Au moins six usines de traitement du café ont été détruites, la principale usine de production de ciment également. Le sabotage de l'énergie électrique a été trois fois plus importante par rapport aux années précédentes. De plus en plus le fonctionnement de l'économie se limite aux aires urbaines.

Les conséquences des bombardements aériens sur les zones libérées sont désastreuses. La pauvreté des forces du F.M.L.N. en armes lourdes et en armes anti-aériennes limite sa capacité de riposte. Aucune des forces n'est actuellement capable de prendre l'avantage, mais l'accroissement de l'intervention américaine peut conduire au pire. Heureusement la mobilisation populaire dans les villes réapparaît au grand jour. Cinquante mille travailleurs ont défilé le 1^{er} mai. Les grèves se multiplient dans le pays où la crise s'aggrave. Le chômage atteint 36% de la population active et l'inflation frôle les 100%.

La situation au Salvador est telle que la guérilla ne se bat plus seulement contre son gouvernement, mais contre les Etats-Unis principalement. Exigeons le retrait immédiat des conseillers américains et l'arrêt de toute aide, le peuple fera le reste !

J.-CL.
(Gr. Kropotkine)



Un guérillero salvadorien.



N. Duarte (à gauche).

AFRIQUE DU SUD

Les origines de l'apartheid

L'A discrimination raciale dans ce pays remonte à la période de la colonisation. Dès 1658, seulement cinq ans après l'arrivée de Jan Van Riebeeck, il était convenu que tous les travaux manuels seraient l'affaire des gens de couleur.

Les fondements d'une culture raciste

L'histoire, la langue et la religion protestante calviniste sont les trois piliers de l'identité du peuple afrikaner. Si leur isolement extrême explique en partie l'impact de la conception du peuple élu par Dieu, les trois églises afrikaners ont joué un rôle primordial dans l'édification de l'apartheid.

La bible et le fusil symbolisent parfaitement le Boer de cette époque, qui avait à remplir une mission divine : guider et civiliser les peuples afrikaners, ne pas se mélanger aux autres peuples et acquérir le droit de propriété sur la terre. La situation raciale des Noirs était ainsi voulu par Dieu et dictée par les Ecritures Saintes. La Constitution de 1960 stipule que « le peuple d'Afrique du Sud reconnaît la souveraineté et l'aide de Dieu tout puissant ».

Falsification de l'histoire

L'histoire officielle sud-africaine affirme non seulement que les Blancs ont empêché les populations noires de s'entretenir, mais également que ces deux peuples seraient arrivés en même temps dans la région. Affirmation fautive puisqu'il est prouvé scientifiquement depuis plus de vingt-cinq ans que des tribus noires

étaient établies dans le Transvaal, de façon continue, depuis le III^e siècle. Le 24 octobre 1974, le ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud déclara devant le conseil de sécurité des Nations unies : « Vers le milieu du XVII^e siècle, les peuples blancs et noirs de l'Afrique australe convergèrent vers ce qui était alors une partie presque inhabitée du continent ».

Afin d'éviter l'emprise des Anglais qui s'opposaient à la discrimination, de 1834 à 1838 eut lieu le grand « Trek », épisode sacré de l'histoire des Boers, durant lequel ils décidèrent d'émigrer vers l'intérieur des terres. En 1841, dans la première république afrikaner de Natalia fut décrété le rejet « au-delà du fleuve Umtamruma (aujourd'hui frontière entre le Natal et le Transkei) de tous les Noirs qui ne travailleraient pas au service des Blancs ». Deux ans plus tard, quand les Britanniques annexèrent ce territoire, la majorité des Boers le quittèrent.

En 1858, la Constitution de la République du Transvaal proclamait qu'il ne « serait question d'égalité entre les Blancs et les non-Blancs ni dans l'église ni dans l'Etat. » A cette époque déjà, les populations indigènes étaient envoyées dans des réserves.

A partir des années 1860, la domination anglaise s'étendit et les territoires jusqu'alors indépendants furent annexés à leur tour. A la fin du XIX^e siècle éclata une deuxième guerre de libération entre les Boers et la Couronne britannique. Celle-ci prit fin en 1902 avec la défaite des indépendantistes et la mort de 25 000 femmes et enfants dans les

camps de concentration anglais.

Totalement sous emprise britannique, le problème racial dans ce pays n'en fut pas pour autant réglé. L'établissement d'une monarchie parlementaire n'accorda pas le droit de suffrage aux non-Blancs.

Chacun chez soi...

La délimitation de réserves pour les populations non-blanches fut votée en 1913. Le partage des terres fut décrété suivant le droit historique des différents peuples. Ce fut une manière comme une autre de camoufler le fait colonial. La surface allouée aux gens de couleur paraissait tellement insuffisante que la loi prévoyait déjà d'agrandir ces territoires. Une enquête proposa une augmentation de 70% et le Parlement mit 23 ans pour entériner cette proposition... Les achats de terres s'effectuèrent avec une lenteur extraordinaire. Aujourd'hui, la population noire a quadruplé alors que leur territoire alloué n'a été multiplié que par 1,5 (1).

Se considérant comme un peuple africain à part entière, et non pas en colonisateur, les Afrikaners tentent par tous les moyens de justifier leur suprématie. De l'arrivée des premiers Hollandais à la société d'aujourd'hui, il y a continuité dans la doctrine raciste de la minorité blanche. Il est grand temps que cela cesse et que les populations opprimées retrouvent leur place dans la société sud-africaine.

JEAN-CLAUDE
(Gr. Kropotkine)

(1) Il n'est pas inutile de rappeler que les populations noires n'ont droit de s'établir que sur 13% du territoire.

En Belgique deux anarchistes emprisonnés

RÉDOUTABLE d'efficacité, la police belge ! Après avoir été tant décriée pour son incapacité, aussi bien face à la montée du terrorisme des Cellules communistes combattantes (C.C.C.) que lors d'un épisode comme le carnage du Heysel, elle cherche à se donner un autre visage.

La B.S.R. (brigade spéciale chargée de la répression du terrorisme) prétend avoir avancé à grands pas dans l'enquête sur les C.C.C. A défaut de certitudes, elle fait état de « convictions » pour détenir deux anarchistes : Chantal Paternostre et Louis-Jean Carpentier. Nous présentons ces deux cas, grâce à la collaboration du journal bruxellois *Alternative libertaire*.

Depuis le 15 août 1985, Chantal Paternostre est en prison. Elle est inculpée dans le cadre des enquêtes sur les

Interrogatoire comique

Bureau de la B.S.R. Au mur : des posters d'armes, panoplies de para, treillis, photos d'anciens ; dans une vitrine : des armes, des cartouches... on se sent bien, en sécurité ! Et puis moi, sur ma chaise au milieu de la salle, trois flics et une machine à écrire... l'interrogatoire est déjà bien entamé, et ça continue :

— *T'as le look coco, t'as le look !* (air bien connu)

— *Ça va pas non ? J'suis anar, moi !*

— *Ta gueule ! Tous ces gauchistes c'est la même chose ! J'ai dit : t'as le look coco, et je dirai même plus : CoCoCo !*

— *Mais m'sieur le flic, j'vous jure, je suis anarchiste...*

— *Anarchistes, communistes, dans l'même sac ! D'ailleurs, les C.C.C., c'est*

avec les C.C.C. Je n'ai participé à aucune de leurs actions. Je ne me reconnais absolument pas dans leurs textes, beaucoup trop théoriques. Je ne veux pas me battre pour le peuple, sans le peuple. Or les écrits des C.C.C., s'adressant à une élite intellectuelle, se couparent des réalités quotidiennes du peuple (demandez aux métallos du coin ce qu'est la « praxis » !). Les C.C.C. veulent prendre le pouvoir. Je suis contre tous les pouvoirs. Le pouvoir corrompt tout ce qu'il touche !

Mon arme, c'est la radio !

Si j'en appelle à la lutte, à la révolte, à l'insoumission, c'est pour balayer l'injustice, le pouvoir corrompu, la guerre, la famine, les multinationales esclavagistes du tiers monde, la dictature du fric, l'exploitation de l'homme, les politiciens malades du pouvoir...

Que l'on s'attaque à l'O.T.A.N. et aux fabricants d'armes ne me dérange absolument pas. Il y a plus de vingt ans que l'on gueule : « Quittons l'O.T.A.N. ! ». Depuis non seulement on ne l'a pas quittée, mais on l'a même installée chez nous. Se battre contre la guerre est une absolue nécessité ! L'Europe, théâtre de la prochaine confrontation militaire, ah non, merci bien ! Je refuse de jouer les figurants dans ce genre de joyeuseté ! Face à cela, chacun choisit son mode de combat !

Moi, mon outil, mon arme, c'est la radio, chacun ses méthodes, la radio aussi peut être explosive... Je revendique le droit de vivre dans une société juste, libre et sans classes, une société où personne ne m'obligera à agir ou penser contre ma volonté. Je revendique le droit à la liberté d'expression, re-liberté d'opinion. En cela, pour ceux qui gouvernent, je suis coupable ! Je suis coupable du crime d'utopie ! (...)

Mais la subversion, c'est quoi au juste ? (question idiote ?) Ben, en gros, c'est tout ce qui vise à miner le pouvoir en place, l'ordre établi, tout ce qui n'est pas d'accord avec l'exploitation de l'homme, le dépeçage du tiers monde, la mainmise des Etats-Unis sur notre économie, notre défense, notre vie.

Les subversifs, ce sont ceux qui dénoncent partout l'injustice, la misère, la farce électorale, les bavures, les dépenses militaires phénoménales, les marchands de canons, le danger que représente la folie des Reagan et autres déments qui nous gouvernent. Les subversifs, ce sont ceux qui, par le biais des radios libres, donnent la parole à ceux qui ne l'ont pas, à ceux qui estiment que notre monde pourri vaut encore la peine d'être sauvé, que la vie de nos enfants vaut encore la peine d'être défendue contre la folie destructrice du pouvoir et de la finance ! Peut-être que si l'on avait donné aux subversifs plus de chances de s'exprimer, certains ne seraient pas passés à la clandestinité, à la lutte armée (interrompez-moi si je me trompe !)... Bon j'arrête...

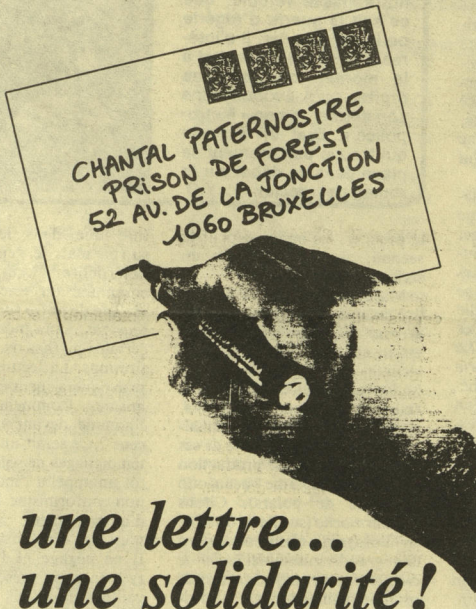
Deux otages, S.V.P. !

Louis-Jean Carpentier a été victime d'une machination tout aussi grossière. Cela commence dès avril 1985 quand un ami, ancien militant antifranquiste, lui demande de cacher sa mitraille Sterling chez lui car il craint d'être arrêté. Après une première alerte, Carpentier enterre l'arme en pleine campagne. C'est lorsqu'il y conduira son ami venu réclamer son bien qu'il sera arrêté sur les lieux.

Mais la détention d'une mitraille Sterling passera rapidement au second plan, car la police prétendit avoir trouvé dans sa voiture des tracts des C.C.C. Devant la difficulté à faire avancer l'instruction avec des preuves aussi inexistantes, on organise de nouvelles révélations juste au moment où il allait être relâché : des gendarmes agressés dans la nuit du 24 au 25 janvier 1985 par des membres présumés des C.C.C. reconnaissent un de leurs agresseurs en la personne de Louis-Jean Carpentier ; ils reconnaissent également l'arme, même s'ils avaient auparavant affirmé qu'il s'agissait d'un autre modèle.

Il n'y a aucune preuve, aucun élément probant contre lui. Mais il est toujours en prison, otage de l'inefficacité politique et de la logique du pouvoir qui veut que sécurité rime avec répression. Deux anarchistes, ça fait quand même des terroristes présentables, non ?

Relations internationales



C.C.C.-F.R.A.P. Pour tentative d'incendie et tentative de destruction par explosifs. Elle est en détention préventive plus pour son profil politique que pour la force des charges qui pèsent contre elle.

Lors de ses passages devant les différentes Chambres du conseil, l'argument massue donné par la cour pour justifier son incarcération reposait plus sur une irrationnelle « conviction » des enquêteurs que sur un dossier judiciaire solidement ficelé. Personne ne conteste, à ce niveau, que si ce « petit poisson » (comme dit le parquet) est toujours sous les verrous, c'est surtout pour tenter de gommer les résultats inexistantes de l'enquête policière. Il paraît évident que si l'appareil judiciaire avait aujourd'hui entre ses griffes de « plus gros poissons », Chantal Paternostre serait libérée depuis longtemps.

L'Etat agit dans ce dossier comme s'il lui fallait prendre en otage un faux coupable pour gommer l'inefficacité policière flagrante. Une fois de plus, au travers de cette affaire « liée » au « terrorisme », c'est la question de l'abus de détention préventive qui est posée. On peut regretter cependant que ceux qui, par ailleurs, critiquent ces abus, restent dans cette affaire particulièrement discrets...

Ci-dessous, des extraits d'une lettre de Chantal Paternostre racontant l'un de ses interrogatoires les plus croustillants et précisant le fond de sa pensée.

pas des communistes, la preuve, le vrai parti communiste les rejette...

— *Evidemment, devant des arguments aussi décisifs, inutile de philosopher.*

— *Bon, arrête de te foutre de nous ! Tu lis le journal, hein ? Avoue ! D'ailleurs, y en avait des piles chez toi, on en a rempli deux sacs poubelle, pour expertise. Donc, tu lis le journal, donc tu sais que les C.C.C., c'est des anciens de 68, des militants déçus des groupuscules gauchistes mous, des dégoûtés des luttes avortées et des fréquentant l'univ. C'est toi, ça, non ?*

— *Ben, vu comme ça, ça ressemble, mais la presse, vous savez... et puis des comme ça, y en a des tas...*

— *Justement ! Et on veut savoir qui c'est !*

— *Z'avez qu'à aller à la manif du 20 octobre (1), y en aura peut-être cent mille !*

— *Tu peux rire, mais quand tu sortiras, tu seras vieille, espérons que ton fils te reconnaîtra encore... tu riras peut-être moins alors...*

— *Ça y est, le grand jeu des menaces psychologiques. Je vous prie d'« acter », s'il vous plaît !*

— *Bon, ça va. On continue ? Ou tu veux dormir une heure ?*

— *On continue ! (...)*

Suite aux délires et aux fantasmes de certains journalistes, je veux que cela soit clair. Je n'ai absolument rien à voir



(1) Le 20 octobre s'est déroulée une imposante manifestation contre l'installation des missiles Pershing.

Rencontre-débat avec...

La prochaine rencontre-débat organisée à la librairie du Monde libertaire sera consacrée au roman noir, ou plus précisément à un certain roman noir. Il ne s'agit pas, bien sûr, de ces romans dont S.A.S. ou autres sont les archétypes et qui véhiculent une idéologie fascisante sous une vision caricaturale et résolument sexiste de la société contemporaine.

Mais bien plutôt de tout ce courant du roman noir qui, loin du langage militant et démonstratif, s'attache à relater à travers une intrigue les décors, les lieux et des groupes humains, souvent réprochés voire marginalisés.

Ce genre se rattache parfois à la littérature prolétarienne avec laquelle il partage parfois le qualificatif

d'« art mineur ». Persuadés du contraire, nous vous invitons à participer à la rencontre-débat qui aura lieu samedi 21 décembre, à partir de 16 h, à la librairie du Monde libertaire, avec les animateurs de la revue *Dare-Dare* (consacrée au roman noir) et leurs invités.

Pour l'équipe d'animation
GÉRARD

Un certain roman noir

Le roman noir possède, comme genre littéraire, une certaine unité dont les auteurs américains d'avant-guerre tels Hammet, Chandler, Mac Coy... sont à l'origine. D'abord, il y a un regard sociologique très poussé; d'autre part, on utilise le crime ou le vol comme base (ou prétexte) à l'intrigue. Mais le roman noir est aussi parfaitement hétérogène: des écrivains d'extrême droite, des racistes, des flics (ce sont parfois les mêmes) cotoient

d'autres beaucoup plus intéressants.

Autant dire qu'on ne peut pas revendiquer le genre dans sa totalité. Le tri doit être sélectif. Il tient compte des critères de goût et d'un minimum d'éthique. Le roman noir américain était très critique dans sa vision sociale (lire *La Clef de verre* ou *La Moisson rouge* d'Hammet, par exemple), mais il mettait parfois en avant un privé ou un flic cynique dont le recul est une forme de conservatisme!

C'est en France qu'un courant assez différent a vu le jour. Outre l'influence américaine, des genres tels que la littérature prolétarienne ou le roman populaire ont nourri un certain roman noir français. Le vétéran en est Jean Amila. De son vrai nom Jean Meckert, il écrit d'abord dans les années 40 des romans prolétariens, puis il entre à la Série noire en 1950. Ses livres les plus connus sont: *Le boucher des Hurlus*, *Pitié pour les rats*, *La lune d'Omaha*. Amila décrit de petites gens écrasées par les événements, mais gardant néanmoins au fond d'eux un espoir libertaire. Son œuvre est aussi caractéristique d'une certaine mentalité populaire qui est, ici, authentique. Aujourd'hui Didier Daeninckx (voir ci-dessous) se place dans une certaine continuité, quoique l'action et l'énigme soient moins sacrifiés chez lui que chez Amila.

L'après-68 a fourni une pléthore d'auteurs qui ont donné un nouveau souffle au genre. L'initiateur a été le très surestimé Manchette. A la suite, des écrivains très intéressants se sont imposés. Frédéric Fajardie avec ses trois premiers livres (les meilleurs): *Tueurs de flics*, *La nuit des chats botés*, *La théorie du 1%*, a établi les grands thèmes de son œuvre: la rébellion contre tous les systèmes oppressifs et un romantisme destructeur, jamais complaisant au sujet de la violence.

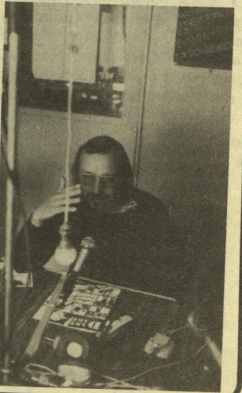
Le Breton Hervé Jaouen se situe un peu dans la même veine, quoique davantage lié à la tradition américaine. Ses personnages vont parfois très loin dans la déchéance et l'abjection. Tout est tension ou mort, même la sexualité. Les contradictions de notre société sont poussées au paroxysme. Ses deux derniers livres *Toilette des morts* et *Le crime du syndicat* s'en prennent à des institutions: l'armée pour

Daeninckx

En quelques livres, Daeninckx s'est imposé comme l'un des auteurs français les plus intéressants du roman noir, dépassant même le cadre du genre avec « Meurtre pour mémoire » (qui, avant « Les ratonnades d'octobre » de Michel Lévine, était le seul livre à évoquer ces événements).

Mais si Daeninckx est souvent à la recherche de notre passé refoulé, que ce soit la guerre d'Algérie ou la der-des-der, il s'intéresse aussi au présent et à la montée de l'extrême droite, qu'il évoque dans son dernier roman « Métropolitain ». Bref un écrivain qui trouve parfaitement sa place dans ce débat sur le roman noir social. Y.O.

Bibliographie: « Meurtre pour mémoire », S.N. n°1945; « Le géant inachevé », S.N. n°1956; « La Der-des-der », S.N. n°1986; « Métropolitain », S.N. n°2009.



J.-B. Pouy

J.-B. Pouy a signé un livre percutant: « Nous avons brûlé une sainte », dans lequel il s'amuse à renverser les valeurs de façon étonnante.

Jeanne d'Arc devient le symbole d'une action désespérée que mène un gang de poètes romantiques, très éloignés des admirateurs traditionnalistes de la sainte.

J.-B. Pouy n'est pas uniquement un spécialiste du roman noir. Il aime exercer d'autres métiers (plombier, éducateur). Bref, un auteur anticonformiste qui sait manier l'ironie et la dérision.

Y.O.

Bibliographie: « Nous avons brûlé une sainte », S.N. n°1968; « Suzanne et les ringards », S.N. n°2013.



« Tous les jours » de Claude Margat

AUJOURD'HUI comme hier, il est frappant de voir les rues des villes s'enfler et se « désenfler » sans cesse d'ombres aux regards de noyés. Ici ou là, on remarque bien un éclair de bonheur, deux grains de couleur ou trois lueurs de chaleur, mais cela ne suffit pas pour autant à trouver la nuit d'un ennui infini qui vient seulement zébrer le flash des angoisses. Dur, la vie!

C'est ainsi! L'origine, l'éducation-mise en condition, la scolarité, la nécessité de « gagner » sa vie, la pression sociale conduisant à l'identification à la norme « travail, famille, patrie, loto, première

communio... » font que dans le grand sablier de la vie les heures s'égrènent une à une, pesantes de lassitude, d'habitudes et d'hébétudes. Et ce déterminisme nous use peu à peu le cœur et le désir. Jusqu'à faire de la petite flamme de liberté qui brûle au fond de chacun de nous un hâlo ne laissant émerger qu'un spectre: celui de la résignation.

Parfois, pourtant, certains échappent à l'engrenage. Claude Margat, dans ce livre (1), nous conte un de ces décrochages par rapport à l'inéluctable.

Un jour, le héros, Garder, ne va pas travailler. Il reste chez

lui. Pourquoi? On ne sait pas! Sans doute parce que cent mille petits points de rouille ont fini par briser le ressort. Et s'ensuit alors une nouvelle dynamique toute de flâneries et de regards sur les autres et sur soi. Une dynamique assez trouble, car avant de revêtir les habits de lumière de la vie-éveil, il faut d'abord se débarrasser des hardes de la vie-survie. Et Dieu sait si elles collent à la peau! Si elles exhalent une senteur moite! Celle de la veulerie qui cimente les différentes pierres de l'édifice du déterminisme social.

Bref, pour pouvoir enfin aller à la découverte de l'Amérique de sa propre vie, Garder devra

boire le calice de ses névroses jusqu'à la lie... jusqu'au meurtre, en l'occurrence! Mais n'en sommes-nous pas tous un peu là? Nos naissances successives à une vie choisie ne passent-elles pas toujours par la mise à mort de l'ancien choix ou non-choix?

On l'aura donc compris, le thème de ce livre relève de l'essentiel. Et comme en l'espèce la mise en forme de cet essentiel va aussi à l'essentiel, tous les éléments du grand-œuvre sont réunis! Car c'est un grand livre que ce livre. L'écriture y est dense, dépouillée, austère même! Mais quelle force! Quelle force!

ture que dans le choix des sujets, mais le genre n'est pas hétéroclite. Leur démarche réaliste de notre société et de ses tensions, sans indulgence pour certains mythes ou pour les institutions. La lecture de certains provoquera peut-être le pessimisme. Comment croire en l'homme devant tant de noirceur? Ce serait un erreur. Ces témoignages ne sont-ils pas plutôt un appel à l'indignation, au non-conformisme? Cela passe d'autant mieux que le genre n'est pas écrit comme un tract. Il ne néglige ni l'action ni le rythme et se préserve des écrivains de salons (où meurt la culture). Le roman noir reste, malgré tout un genre populaire dont il nous appartient de privilégier ceux qui préfèrent une vision critique de la société à une démagogie sanglante.

YVES et OLIVIER

Claude Margat s'était déjà fait remarquer avec *Ce que la langue continue* (1981), *Regard dans* (1984)... C'était alors un espèce de Saint-Just de l'écriture. Intransigeant! Mais il faisait de la recherche fondamentale et son public était forcément restreint.

Aujourd'hui sans rien renier de son intransigeance, il réussit à nous la faire comprendre, partager et aimer. Ce livre en effet est l'acte de naissance d'un grand écrivain. Notez bien ce nom: Claude Margat, on en reparlera...

J.-M. RAYNAUD

(1) « Tous les jours », Claude Margat, éditions Flammarion, en vente à la librairie du Monde libertaire, 45 F.

« Le sang des justes » de Max Chaleil

APRÈS avoir été longtemps directeur de collection chez différents éditeurs, ayant fait publier entre autres à la Tête de feuilles Gaston Leval (*Espagne libertaire*), Abel Paz (*Durruti*), etc., des anthologies du Père peignard et de Libertad chez Galilée, Max Chaleil a mis la main à la pâte lui-même en tant qu'auteur.

Il avait déjà publié, il y a trois ans, une excellente étude sur la prostitution (*Le corps prostitué*, chez Galilée) et, cette fois, consacre un ouvrage à un personnage fameux de la guerre dite des camisards : Pierre Laporte, surnommé Rolland. Comme il l'explique dans un avant-propos, il est lui-même originaire des Cévennes et dès son enfance, il a été impressionné par la survivance tragique dans son lieu natal des luttes menées jadis par les révoltés camisards contre l'absolutisme du Roi-Soleil Louis XIV.

Il a donc mené une enquête minutieuse, durant des années, sur la figure de proue qu'est Rolland ; il nous en restitue l'essentiel, sous forme romancée, en reconstituant la vie et les mœurs du temps. Appuyé sur une biographie étendue, son récit s'articule autour de quatre parties aux titres éloquentes : l'orage, la tempête, l'embarquement et le dernier combat.

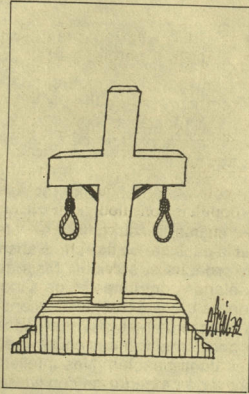
A travers la description détaillée de la jeunesse de Rolland, on voit poindre les fermentations de la révolte qui vont l'amener à affronter les troupes royales au nom de la liberté de conscience. La période charnière, où les combats vont s'exacerber, couvre les années 1702-1704 ; le jeune Rolland — il est alors âgé de 22 ans — s'affirme comme un redoutable guerrier contre les troupes royales, leur infligeant défaites sur défaites, jusqu'à ce qu'il soit trahi par un des siens et tué dans une embuscade.

On assiste à la lutte classique entre l'Etat-massacre, ses larbins, ses sbires et sa curaille et le peuple des paysans, bergers et combattants de la cause, qui veulent décider seuls de leur foi

et de leur vie. C'est cette dernière aspiration qui rend leur démarche proche des libertaires et qui en fait les précurseurs des luttes sociales de 1789, où à leur tour les ci-devants et la calotte subiront la juste revanche des « forçats de la glèbe ». Ecrit d'un style alerte et vivant, le récit de Chaleil se lit d'une traite et est en même temps une excellente leçon d'histoire sur cette période cruelle, hélas !, mais riche d'arguments contre l'intolérance et le fanatisme.

A. SKIRDA

(1) Max Chaleil, « Le sang des justes. Vie et mort de Rolland, chef camisard », éditions Denoël, 364 pp., 98 F.



« Le pédalo ivre » de François Partant

ROLE de livre ! Je le déconseille aux obsédés de la classification, comme aux maniaques de la spécialisation.

On rame en pleine utopie, sur une île suisse à peine plus grande que la butte Montmartre, possédant néanmoins autant de stations de métro.

Les protagonistes y résolvent des problèmes économiques lors de leurs élan érotiques, la psycho-sociologie se discourt et se pratique pendant la cuisine et la vaisselle... et vous traversez cet halo de péripéties — je n'ose dire cette histoire — entre monarches déchus, philosophes aussi célèbres que ringuards et braves prolos qui ont dû faire Science-Po avant la maternelle.

Ce livre (1) de fiction sociale, écrit, et qui plus est bien écrit, par un économiste passionnant et original, contient une foule de raisonnements aussi rationnels que farfelus, mêlant vraisemblances parfois déroutantes et paragraphes d'humour multiples. Quelques heures à passer dans une pléiade de problèmes contemporains et de personnages truculents,

avec le plaisir d'une écriture stellaire qui, au dédain utopique de l'espace et du temps, mélange discours, portraits et anecdotes.

Si vous aimez la science-fiction, vous serez troublés par cette originalité qui, sans « petits-hommes-verts » ni élaborations robotisées, marie histoire sociale et remise en cause de notre quotidien trop souvent absurde et dérisoire. Autoritaires s'abstenir ou gare à la gangrène libertaire.

A. CRAPAUD

(1) « Le pédalo ivre », François Partant, éditions Solin.

« Sébasto's Angels »

EN 1973, Pinochet prend le pouvoir. Pour de nombreux Chiliens c'est l'exil. Ana et Cacho Vasquez nous en peignent un portrait un peu différent de celui, folklorique et militant, que nous connaissons. Racontant l'histoire d'Alonso qui, trop jeune pour avoir véritablement connu le drame de son pays, ne se reconnaît pas dans les meetings, les réunions plus ou moins secrètes, la musique « chiantie à pleurer » des Quilapayun... Il trouve ces combats par trop folkloriques et trop étouffants, basés sur un retour au pays que l'on sait impossible.

Coincé entre sa culture et celle du pays où il vit, Alonso découvre en 1978 le mouvement punk, les Clash, Damned... Avec des copains dans la même situation, il crée un groupe pour essayer avec des racines, une musique, qui leur sont propres de changer les choses ici et maintenant, et non dans un hypothétique ailleurs. Comme quoi le rock, si l'on sait bien s'en servir peut être un instrument de combat, ce que ne comprennent pas ses compagnons plus vieux et militants.

Ecrit dans un langage moderne, mais pas « chébran », Sébasto's Angels apporte un

nouveau regard sur le monde de l'exil. Cacho Vasquez, qui a écrit ce roman avec sa mère, parle de ce qu'il connaît bien, puisque le récit est largement inspiré de son expérience : il est le chanteur du groupe « Corazon Rebelde », un groupe qui mêle la chanson chilienne et les chansons de la

révolution espagnole à la musique punk... et c'est très bien ! Un beau livre à lire, une musique à découvrir (1).

J.-P. LEVARAY

(1) « Sébasto's Angels », édition La Découverte. « Corazon Rebelde », maxi 45-Tours (« Adonde van ? » et 33-Tours distribués par New Rose.

Le combat d'un artiste turc

« J'aime à dire jusqu'au bout où sont les salauds. »
« L'essentiel de mon travail c'est l'injure, le sarcasme à l'adresse de ce qui me paraît injuste, de ce qu'il faut combattre. »

C'est ce que retient le peintre turc Arslan du poète russe Maïakovski dans une série de six portraits qui constituent un « arture ». Arture, parce qu'il ne peut pas appeler son travail peinture, puisqu'il n'utilise ni pinceau ni peinture. Arslan travaille avec des pierres de couleurs naturelles et des silex selon un procédé « préhistorique » utilisé sur un fond à base de miel, de beurre, de blanc d'œuf, de sucre, de sel, de jus de tabac, de pisse — que sais-je ?

Il présente jusqu'à la fin de l'année — et il ne faut pas manquer cette rencontre — une extraordinaire série de cent vingt six « artures » intitulées « Influences », où il nous dit tout ce qui, pour lui, a contribué à travers les civilisations, les arts, avec les poètes, les penseurs, les utopistes, les écrivains, les musiciens, les peintres, les scientifiques, les cinéastes... à aller dans le sens d'une libération des hommes. La peinture ordinaire étant, dit-il, « quelque chose de ridicule qui ne peut être un but en soi, mais un moyen », l'art est pour Arslan un combat magnifique.

J. VALLET
(« Le Fou parle »)

• Galerie Boriance, 25, rue Guénégaud, 75006 Paris.

« Le sentier de la guerre »

de Marc Villard

UNE prise d'otages manquée, une muette amnésique et un journaliste fasciné qui remonte dans le passé de celle-ci... Villard use d'un thème classique et même archétypal du roman noir, pourtant il s'en tire bien. Sans doute parce qu'il réussit à la fois à ancrer son récit dans la réalité et en même temps à s'en évader complètement.

Ainsi le personnage mène son enquête chez des gens banals ou plus marginaux, mais toujours bien dépeints ; d'autres scènes en revanche sont proches de l'hallucination (d'ailleurs on parle de drogues). Et que dire des séquences relatant l'histoire du général Custer, une œuvre écrite par le héros principal et insérée dans le corps du texte ? Ce dosage entre recherche et réalisme donne un résultat intéressant qui confirme en Marc Villard une valeur sûre du polar.

YVES

(Gr. Florès-Magon)

Marc Villard, « Le sentier de la guerre », S.N.N. 2020.

Programme de Radio-Libertaire

Jeudi 19 décembre

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : le blues entre les deux guerres.

« Enlèvement-vous » (15 h 30 à 17 h) : bilan des nouveautés littéraires.

Vendredi 20 décembre

« Jouisances » (12 h à 14 h) : le mythe de Babel...

« L'Invité quotidien » (18 h à 20 h 30) : la violation des droits de l'homme en Indonésie avec Claude Manceron.

Samedi 21 décembre

« Chroniques syndicales » (12 h à 14 h) : actualités syndicales durant le solstice d'hiver.

« De bouche à orteils » (15 h 30 à 17 h 30) : Michel Marty.

Dimanche 22 décembre

« Folk à lier » (12 h à 14 h) : spécial contes...

« La fiancée de M. Spock » (16 h à 18 h) : la fiancée de M. Spock est partie trousseur les rois mages.

Lundi 23 décembre

« Musiques black » (15 h 30 à 17 h).

« Radio-Libertaria » (20 h 30 à 22 h 30) : invité : Los Raivas, la nouvelle musique chilienne.

Mercredi 25 décembre

« Géopolitique » (15 h 30 à 17 h) : la communication (2^e partie).

Copinage édition

Les Editions de Quat'sous viennent de publier une série de cinq cartes postales. Les thèmes ? La C.N.T., l'antimilitarisme, Stirner... Deux dessins sont extraits du livre de Jean-Louis Phan-Van Laminoir.

Cette série de cartes postales est vendue par correspondance, 15 F, franco de port, en écrivant aux Editions de Quat'sous, B.P. 403, 80004 Amiens cedex.

Nationalisations, dénationalisations... la gabegie !

L'ENSEMBLE des médias se fait régulièrement l'écho de prises de positions relatives aux éventuelles dénationalisations. Notre propos n'est pas d'entrer dans un débat politique mais de mettre en évidence ceux qui supportent le véritable coût financier de ces opérations.

Souvenons-nous, lors des nationalisations, c'est l'Etat — donc les contribuables salariés, ceux qui fournissent le plus gros effort en matière d'imposition — qui a indemnisé les actionnaires. Ce fut ensuite l'Etat — et toujours les contribuables salariés — qui fit les apports de capitaux nécessaires aux entreprises nationalisées.

En sens inverse, si l'on dénationalise, on pourrait espérer que les capitaux récupérés par l'Etat reviendraient aux contribuables salariés sous formes de substantielles réductions fiscales, par exemple. Cela ne sera pas le cas et si on suit le raisonnement d'un éminent financier (ex-P.-D.G. du C.C.F.), tel que développé dans un article du *Monde* au printemps 1981, les dénationalisations sont pour l'Etat (en tant que pouvoir politique, cette fois) mieux que le loto.

C'est simple ! Techniquement, les quelques cent cinquante milliards de francs correspondants aux actions cédées pourraient être absorbés par les épargnants sur deux ans, avec une priorité aux salariés des entreprises concernées. C'est là que cela

devient croustillant ! Le système est simple, ce seront des épargnants salariés contribuables, qui lors des nationalisations ont été indemnisés par les salariés contribuables, qui mettront la main à la poche pour rembourser « en théorie » les contribuables salariés (en réalité les finances de l'Etat). Le dénominateur commun dans cette histoire, c'est... vous l'avez deviné, les salariés.

Tout le reste n'est qu'un faux problème. Quelque soit la forme juridique d'une entreprise, que le capital soit privé ou d'Etat, le seul critère de vitalité économique, c'est la capacité du marché à absorber la production des produits et services. Mais que l'on permette aux salariés contribuables de s'inquiéter, si le débat nationalisations-dénationalisations devient le jeu politique essentiel et si l'alternance intervient tous les six ans... cela va nous coûter bien cher, pauvres salariés contribuables. Nos intellectuels politiques faisant fi de ce genre de considérations, alors oui, dénationaliser c'est simple !

Que cela puisse rapporter gros, c'est aussi évident : une manne de cent cinquante milliards de francs, même sur deux ans, permettrait quelques mesures sociales populaires (donc payées par nos populaires salariés) ; le supplément, non négligeable, alimentant les caisses de l'Etat et permettant, pourquoi pas, de présenter un budget équilibré.

Comme on sait que l'épargne est actuellement en baisse, que le marché financier — aux dires des spécialistes — est trop étroit pour absorber les actions ainsi offertes, on prévoit quand même que 25% de celles-ci pourraient être souscrites par des actionnaires étrangers.

Qui plus est, l'Etat n'étant plus là pour effectuer les apports de capitaux nécessaires aux investissements et au développement des dites entreprises, le marché financier étant « obéré » pour au moins deux ans, à nouveau les capitaux étrangers seront sollicités. De propriété de l'Etat, nos entreprises pourraient-elles devenir propriétés étrangères ? Quel serait le sort de ce secteur essentiel : le crédit ? Nous n'avons pas de réponses à fournir, mais la question restant posée prouve que tout n'est pas si simple !

Les nationalisations auraient pu être effectuées à moindre frais pour les salariés, d'éventuelles dénationalisations consacreront-elles la gabegie comme mode de gestion des affaires de l'Etat ? A la lecture de tout ce qui est écrit sur le thème des nationalisations-dénationalisations, on est vraiment amené à penser que l'intellectualisme de droite rejoint l'intellectualisme de gauche. Pour conclure, je voudrais dire à mes camarades salariés-contribuables : gardez-vous à gauche, gardez-vous à droite !

D. CAPRON

La flexibilité et le Parti communiste

Il y a bientôt un an, le patronat tentait de faire adopter par les états-majors syndicaux des mesures visant à instaurer la flexibilité. Pressions des adhérents, de militants syndicaux et stratégie politique ont fait obstacle à un accord syndicats-C.N.P.F.

Au début de l'année 1985, Gattaz s'était ému de ce refus syndical et les yeux tournés vers l'Elysée il versait des larmes de crocodile sur les chômeurs qui, selon lui, auraient pu être embauchés si les patrons avaient été autorisés à licencier à leur guise.

Ladite Elysée était silencieuse et bien embêtée, les syndicats restaient dans leur ensemble indécorablement « archaïques », ne voulant pas donner un coup de main à l'effort national, alors il fallait légiférer.

S'échappant du « carcan » syndical, la flexibilité fut portée à l'Assemblée nationale, pour bientôt hanter les couloirs du Sénat !

Mesures sociales ?

Un front syndical, qui a malgré tout existé, a empêché que le mouvement ouvrier entérine un retour au droit patronal du XIX^e siècle. Au sein du Parlement, les élus communistes ont fait jouer toutes les ficelles de l'aquarium (1) pour que le gouvernement soit obligé d'utiliser l'article 49.3 sur le projet de loi « aménagement du temps de travail ».

Dont acte. Mais les communistes se drapent dans des déclara-

tions qui visent plus à redorer leur blason qu'à convaincre. Leur réflexe est salutaire et ils ont raison de souligner dans *l'Humanité* le danger de l'« aménagement du temps de travail » et de se demander pourquoi l'ensemble de la presse le présente comme un « fantasme communiste ».

C'est oublier l'opposition à la flexibilité de F.O. et de nombreux syndicats de la C.F.D.T. Mais on peut leur retourner l'argument : il n'y a pas que les communistes au plan politique et la C.G.T. au plan syndical qui luttent contre la flexibilité... Quoiqu'il en soit, c'est acquis : les socialistes font de

mieux en mieux ! Grâce à eux, on se demande ce que pourra faire de plus la droite si elle revient au pouvoir en mars 1986. Non avertis par les syndicats, enlisé par l'assemblée, le projet de loi de la flexibilité sera sauvé par l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. Artifice dénoncé le 6 décembre 1979 du haut de la tribune du Palais-Bourbon par... François Mitterrand (2).

Les socialistes font le lit du patronat, les élus communistes montent à la charge et les élus de droite laissent faire le boulot. Rien de bien nouveau sous le soleil, et le Parti communiste aura bien vite fait de se présenter dans ses manifestations officielles comme le seul défenseur des travailleurs, oubliant les concessions journalistiques faites par le cerveau de la place du Colonel-Fabien. Au créneau à l'Assemblée nationale avec le P.C., en première ligne dans les entreprises avec la C.G.T., est-ce si simple ?

A l'Est, quoi de neuf ?

La guérilla parlementaire que mènent les communistes ne doit pas nous faire oublier ce qu'ils sont capables de faire quand ils jugent qu'il faut « retrousser ses manches » pour que le bateau France marche bien sous le drapeau tricolore. Perpétuellement déchiré entre la représentation de la classe ouvrière et l'accès au pouvoir, le Parti communiste a toujours plusieurs fers au feu.

En fait il suffit que l'intelligentsia du P.C.F. pense que la

politique du gouvernement est « globalement » positive pour qu'elle juge que la classe ouvrière est apte à avaler des couleuvres. Lorsque ce jugement diffère, le P.C.F. revient à des positions « classe contre classe » et laisse dans la presse de la C.G.T. passer des incantations mesurées à l'anarcho-syndicalisme du début du siècle...

Pourtant la flexibilité, si elle est mauvaise de ce côté-ci du rideau de fer, est-elle combattue dans les pays de l'Est ?

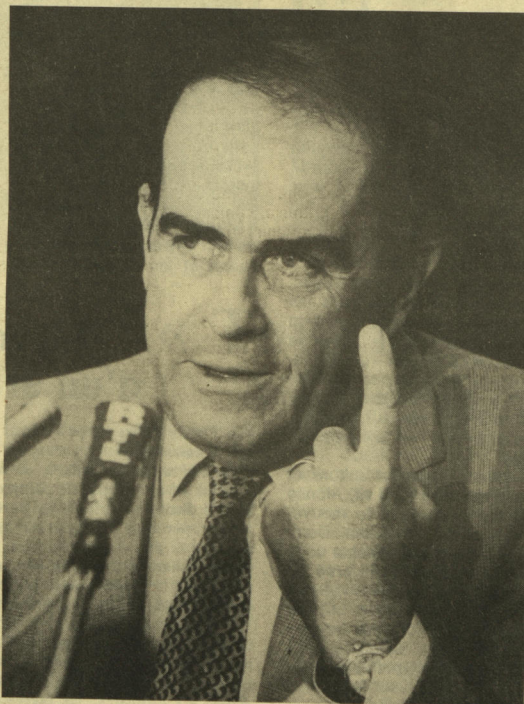
De la *Pravda* du 29 septembre 1929 (« Production d'abord. [...] Au stade actuel de l'édification socialiste, la place des syndicats est au premier rang des combattants pour le rythme de production ») aux déclarations dans *Trud* du 27 septembre 1966 (« La remise de l'insigne de travailleur de choc du travail communiste [...] doit s'effectuer dans une atmosphère solennelle »), le ton reste le même. Production d'abord et retrouvons nos manches, le reste n'est que politique et circonstances.

Si les communistes sont contre la flexibilité, ils ne sont pas les seuls et... l'auraient-ils été il y a quelque temps quand la raison d'Etat leur imposait le silence ?

A. PIERRE

(1) Pour certains journalistes, c'est de l'obstruction systématique...

(2) Il y déclarait entre autres : « (...) Faut-il en déduire que le chef de l'Etat gouverne à la place du gouvernement et légifère à la place du Parlement ? (...) user ainsi du fameux alinéa 3... c'est nier le suffrage universel et populaire.



Attention, ne mélangeons pas « flexibilité » et « édification du socialisme » !

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.